



ROYAUME DU MAROC



ROYAUME DU MAROC  
Ministère de la Culture



## **Diagnostic de l'économie du patrimoine culturel au Maroc**

**Sa situation présente et les possibilités d'exploitation  
et de promotion des ressources qu'il recèle**

Octobre 2010

## **Diagnostic de l'économie du patrimoine culturel au Maroc**

**Sa situation présente et les possibilités d'exploitation  
et de promotion des ressources qu'il recèle**

Octobre 2010

## Sommaire

Introduction .....	p 4
Chapitre 1 : Offre et demande culturelle : une offre inégale face à une dépense culturelle basse.....	p 9
Chapitre 2 : Les tissus historiques : médina, ksour et kasbah. Une absence de stratégie, des évolutions économiques contrastées et un dépeuplement qui s'approfondit.....	p 21
Chapitre 3 : Les musées, sites historiques et Volubilis, un potentiel économique peu valorisé.....	p 39
Chapitre 4 : L'artisanat, une stratégie offensive pour un secteur globalement en crise.....	p 63
Chapitre 5 : Le livre et l'édition, une industrie créative à petite échelle.....	p 79
Chapitre 6 : La musique et les festivals, une industrie créative, fragile, en naissance.....	p 88
Chapitre 7 : Le cinéma, une industrie à paradoxe .....	p 106
Conclusion.....	p 117
Bibliographie.....	p 123
Liste des entretiens .....	p 125

Cette étude a été élaborée par l'Agence Architecture Héritage et Design (AAHD), sous la direction de Naima Lahbil Tagemouati, consultante, docteur d'Etat en Economie, en collaboration avec Youssef Berroho, consultant architecte, Amel Abou El Aazm, consultante, et Abdallah Fili, consultant.

## Introduction

Ce rapport, selon les termes de références « *est un rapport de diagnostic et d'analyse de la situation du patrimoine culturel marocain* ». Dans le plan de travail nous avons exposé la méthodologie comprenant le questionnement et les hypothèses de travail. Nous n'y revenons pas ici. Ce travail s'inscrit dans le programme conjoint de coopération : « *le patrimoine culturel et les industries créatives comme vecteurs de développement au Maroc 2008 – 2011* »

Selon ce rapport, « *la perspective choisie par le Maroc de positionner la culture comme vecteur de développement implique de pouvoir s'appuyer sur une stratégie nationale déterminant les priorités et les objectifs intersectoriels en matière de patrimoine culturel et définissant ou rappelant les rôles de chaque partenaire pour la réussite de la mise en œuvre de cet effort collectif. (...) La préservation du patrimoine culturel ne peut aboutir que si les populations et les opérateurs économiques appréhendent la valeur socio-économique de ce patrimoine. Susciter leur intérêt pour les industries culturelles et créatives et les accompagner dans la mise en œuvre d'activités génératrices de richesses sont indispensables. Dans ce cadre, privilégier le rôle des femmes et des jeunes constitue une stratégie essentielle<sup>1</sup>* ».

Ce diagnostic économique doit se baser sur une définition du Patrimoine Culturel(PC) et des industries créatives. Mais il n'existe pas encore de définition consensuelle explicite du PC& Industries Créatives (IC) au Maroc. Nous pouvons cependant déduire le contenu implicite pour un certain nombre d'acteurs institutionnels. Nous nous sommes également basés sur les conventions principales de l'UNESCO définissant le patrimoine (cf encadré 1).

<sup>1</sup> Système des Nations Unies au Maroc, Royaume d'Espagne, Royaume du Maroc – *Programme conjoint de coopération, Le patrimoine et les industries créatives comme vecteurs de développement au Maroc 2008-2011 – Mémoire d'accord*, p.16

### Encadré 1 : Les principales conventions de l'UNESCO relatives au PC matériel, immatériel et aux industries créatives.

Pour mémoire, nous rappelons les principales conventions de l'UNESCO relative au PC matériel, immatériel et aux industries créatives. Les trois conventions principales :

- 1972. Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel.
- 2003 : Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel.
- 2005 : Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles.

**1972. Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel.** Au départ, l'expression *patrimoine culturel* désignait principalement le *patrimoine matériel* (sites, monuments historiques, œuvres d'art...). Aux fins de la Convention 1972 sont considérés comme « Patrimoine Culturel <sup>2</sup>»:

- **Les monuments** : œuvres architecturales, de sculpture ou de peinture monumentales, éléments ou structures de caractère archéologique, inscriptions, grottes et groupes d'éléments, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de l'histoire, de l'art ou de la science,
- **Les ensembles** : groupes de constructions isolées ou réunies, qui, en raison de leur architecture, de leur unité, ou de leur intégration dans le paysage, ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de l'histoire, de l'art ou de la science,
- **Les sites** : œuvres de l'homme ou œuvres conjuguées de l'homme et de la nature, ainsi que les zones y compris les sites archéologiques qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue historique, esthétique, ethnologique ou anthropologique.

A la suite de cette convention, l'UNESCO a établi une liste du patrimoine mondial, composée de plusieurs centaines de sites dans le monde.

**2003 : Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (PCI).**

Cette convention introduit une nouvelle approche basée sur les notions suivantes : diversité culturelle et développement durable, créativité humaine, droits de l'homme, risque de dégradation, disparition, destruction. Elle inclut dans le PCI **les pratiques, représentations, expressions, connaissances et savoir-faire** - ainsi que les instruments, objets, artefacts et espaces culturels qui leur sont associés – que les communautés, les groupes et, le cas échéant, les individus, reconnaissent comme faisant partie de leur patrimoine culturel.

**Ce patrimoine culturel immatériel, transmis de génération en génération**, est recréé en permanence par les communautés et groupes en fonction de leur milieu, de leur interaction avec la nature et de leur histoire, et leur procure un sentiment d'identité et de continuité, contribuant ainsi à promouvoir le respect de la diversité culturelle et la créativité humaine.

**Le "PCI" se manifeste notamment dans les domaines suivants :**

- Les traditions et expressions orales, y compris la langue comme vecteur du pc immatériel ;
- Les arts du spectacle ;
- Les pratiques sociales, rituels et événements festifs ;
- Les connaissances et pratiques concernant la nature et l'univers ;
- Les savoir-faire liés à l'artisanat traditionnel.

**2005 : Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles.** La vocation de cette convention est de renforcer les c maillons inséparables de la même chaîne, à savoir : 1/ La création, 2/ la production, 3/ la distribution/diffusion, 4/ l'accès et 5/la jouissance des expressions culturelles véhiculées par les activités, biens et services culturels.

<sup>2</sup> Nous écartons la définition du patrimoine naturel qui ne fait pas l'objet de ce diagnostic.

Dans ce diagnostic économique, nous n'allons pas, bien entendu, traiter de tout le PC tangible et intangible, ainsi que de la totalité des Industries créatives. Nous avons choisi d'étudier des exemples afin de balayer l'ensemble des composantes du Patrimoine Culturel et des Industries Créatives (PC&IC).

Ce diagnostic s'interroge d'abord sur l'état de la demande culturelle au Maroc (chapitre 1). Quel est le pouvoir d'achat des marocains, et quel est le montant réservé à la dépense culturelle ? Bien entendu, la « consommation » d'un bien ou d'un service culturel n'obéit pas qu'à des variables économiques, et notamment le revenu et le prix. La « consommation » d'un « objet » culturel renvoie à des déterminismes multiples (profession, éducation, habitudes, position sociale...) qui seront esquissés pour éclairer la relation offre / demande au cours de l'analyse des différentes « offres » culturelles.

Quelle est l'état de l'offre culturelle ? Nous présenterons d'abord le PC tangible à travers l'exemple principalement des médina (et dans une moindre mesure des ksar et des kasbah au Maroc). Les médina sont une pièce maîtresse du PC tangible au Maroc. Existe-t-il une vision pour ces médina ? Quel est l'état des investissements réalisés ? Quels sont les acteurs prédominants ? (Chapitre2).

Du côté du PC tangible, l'offre culturelle sera également analysée à travers l'exemple des musées et des sites historiques au Maroc. Combien de musées, quel mode de gestion ? Quelle est « l'audience » de cette offre culturelle ? Quelles sont les difficultés de la gestion de ces institutions ? (Chapitre 3-1).

Nous présenterons ensuite le cas des autres monuments en général et du site de Volubilis en particulier. Ce site, mondialement connu, draine des visiteurs et semble entraîner un développement local dans une région assez peu développée sur le plan touristique (chapitre 3-2).

L'artisanat, présenté ensuite, relève à la fois du patrimoine intangible (le savoir-faire des artisans) et tangible (les objets produits). Ce secteur pour lequel a été élaborée une stratégie de développement est dans une phase de reconstruction de son positionnement : d'un secteur plutôt « social » et de survie des artisans à une

dynamique de production, d'emploi et de modernisation basée sur une nette revendication de « l'authenticité » comme le souligne le titre de la « *Vision 2015* ». Nous présenterons les caractéristiques économiques clefs (emploi, chiffre d'affaires, exportations); nous verrons également que cette vision, basée sur une connaissance assez précise du secteur, hormis un oubli de taille relatif à la question des femmes artisanes (sauf quelques brochures présentant le tissage par exemple). Nous montrerons comment ce travail féminin, souvent réalisée au noir, et donc invisible, est peu ou pas reconnu socialement. Ce chapitre sera achevé par la parole donnée à deux artisanes « modernes » (une femme tisserand et l'autre dans la haute couture moderne) qui créent des produits artisanaux « modernes » et maroc-marocains (chapitre 4).

Les trois derniers chapitres seront consacrés aux industries créatives : le livre, la musique et les festivals, et enfin le cinéma.

Le secteur du livre sera présenté à travers un examen de l'offre – réalisée par des acteurs qui sont, souvent, dans l'obligation d'exercer simultanément d'autres activités rémunératrices pour subvenir à leur besoins (cas des auteurs, des maisons d'édition, des librairies...). Nous présenterons ce secteur qui se caractérise par un équilibre économique à un bas niveau avec une offre basse, calibrée pour répondre à une demande elle-même basse (chapitre 5).

La scène musicale qui connaît un renouveau et une réorganisation des règles de fonctionnement, ainsi que les festivals dont le nombre explose, sponsorisés par le privé et l'Etat, seront analysés. Comment s'articulent la création musicale, la programmation des festivals et les salles de spectacles qui sont en nette décline ? (Chapitre 6)

Le cinéma, qui connaît une certaine forme de paradoxe, puisque le nombre de films marocains produits est en croissance face à une décroissance du nombre des salles de cinéma. Nous analyserons le fonctionnement de ce secteur, les modalités de financement et d'aides (chapitre 7).

Ce diagnostic est basé sur des entretiens - en face à face, par mail et par téléphone - et sur de l'analyse documentaire (cf bibliographie et liste des entretiens).

Bien entendu, le secteur du PC&IC est tellement vaste qu'il est impossible d'être exhaustif. Plusieurs pans ont été mis de côté (peinture, art culinaire, danse...).

Ce diagnostic économique a été confectionné de manière à donner une image condensée d'éléments structurants du PC&IC aujourd'hui au Maroc. De plus, étant donné le temps imparti, ce diagnostic s'est basé, souvent mais pas toujours, sur des informations déjà existantes et disponibles pour les consultants, informations qui ont été remises en perspective.

Malheureusement ces données sont d'inégales précisions et inégalement disponibles : ainsi nous avons disposé d'informations relativement abondantes dans certains cas (cas de l'artisanat - hormis la question genre totalement mise de côté par les institutionnels - de l'habitat, du tourisme) ; les informations relatives à certaines institutions relevant de l'INDH, du Ministère de la Culture notamment, ont été plus fragmentaires.

## CHAPITRE 1

### Offre et demande culturelle

#### Une offre inégale face à une dépense culturelle basse

L'économie du Patrimoine Culturel et des Industries Créatives (PC&IC) au Maroc passe par une connaissance de l'offre et de la demande. L'offre culturelle, pour être appréhendée correctement nécessite, en amont, une délimitation du champ culturel au Maroc, qui est un travail en cours. L'offre du PC émane d'acteurs publics, privés et mixtes. Cette ventilation entre ces trois secteurs obéit à une logique financière. Les secteurs, non rentables financièrement (même s'ils le sont économiquement grâce aux effets induits), relèvent d'une gestion publique ou semi-publique. Les caractéristiques majeures des composantes du PC (les tissus historiques, les musées et sites historiques, l'artisanat, le livre et l'édition, la musique et les festivals, l'industrie du cinéma) seront étudiés dans les chapitres 2 à 7.

Ce premier chapitre présente certaines des caractéristiques de l'offre du PC par le Ministère de la Culture, un acteur institutionnel majeur.

Du côté de la demande, nous montrerons que la dépense culturelle, indicateur synthétique, est basse et que cette contrainte pèse lourdement sur l'économie du PC&IC.

#### **Une composante majeure de l'offre du PC&IC : stratégie et moyens du Ministère de la Culture**

Le rôle du Ministère de la Culture, dans le domaine du PC est prépondérant. Nous avons souligné, dans la note méthodologique, la dimension ambivalente de l'économie du PC&IC. Un objet patrimonial, pour être mis en valeur doit, de plus en plus, être attractif sur le plan économique. Or cette attraction est potentiellement dangereuse pour le PC. Elle risque de générer une surexploitation de l'objet patrimonial. Cette ambivalence inhérente au PC pousse à un renforcement du rôle des acteurs chargés de la protection des objets patrimoniaux. Quels sont les moyens dont dispose le Ministère de la Culture pour assumer ce rôle de protection et de mise en valeur du PC&IC. Cette section n'est pas une analyse approfondie de cet acteur institutionnel mais un survol de sa stratégie et des moyens financiers dont il dispose.

### La stratégie du Ministère de la Culture

Dans un document intitulé « Plan d'action du Ministère de la Culture », cette institution expose les résultats, les difficultés et les objectifs fixés.

L'obstacle premier, selon ce document, renvoie à la faiblesse du budget alloué. Il ne dépasse guère 0, 3% du budget général, proportion jugée disproportionnée par rapport aux enjeux du secteur culturel en termes de développement. Les autres obstacles cités relèvent du manque de moyens humains quantitatifs et qualitatifs (malgré le partenariat avec les collectivités locales) et de moyens matériels. Ces difficultés rendent difficile une bonne couverture, par les différentes institutions culturelles, de l'ensemble des régions.

Le plan d'action est construit autour de 5 axes prioritaires : 1) la modernisation de l'administration et la rationalisation de la gouvernance, 2) le soutien au livre et à la lecture, 3) le soutien à l'art et à la création (théâtre, musique, chants, arts plastiques), 4) le soutien et la réhabilitation du patrimoine culturel (réhabilitation des bâtisses et des sites patrimoniaux, entretien des jardins des sites patrimoniaux, inventaire et classement du patrimoine matériel et immatériel et enfin 5) renforcement des capacités.

Ce document donne des estimations des budgets (d'investissement et de fonctionnement) nécessaires à ces actions. Cependant, les effets d'entraînement du PC&IC ne sont pas développés, bien que la dimension développementaliste du PC&IC est mentionnée.

De même, les capacités d'autofinancement attachées aux divers objets culturels et patrimoniaux ne sont pas abordées.

### Budget du Ministère de la Culture et Fonds national d'action culturelle (FNAC)

Le budget du Ministère de la Culture et le FNAC sont les deux sources principales de financement. L'idée répandue est que le budget consacré à la culture est très bas, et donc insuffisant pour la prise en charge et la valorisation de la culture. Cette caractéristique n'est d'ailleurs pas propre au Maroc puisque dans de nombreux pays, les dépenses culturelles représentent moins de 1 % du PIB.

La connaissance précise des dépenses publiques pour la culture est difficile car on dispose, le plus souvent, de données agrégées qui ne permettent pas d'évaluer

l'effort. De plus, le financement de la culture est assuré, au niveau public, par d'autres sources de financement. Signalons notamment le compte spécial « fonds national pour l'action culturelle » avec un financement moyen annuel de 38 millions de MAD et le Fonds Hassan II pour le développement économique et social. Cette dernière institution contribue au financement des grands projets culturels comme la Bibliothèque nationale, le Musée d'arts contemporains, le Musée national de l'archéologie et des sciences de la terre.

Cependant, le Ministère de la Culture reste l'acteur principal. Le budget de ce ministère a régulièrement augmenté au cours de la dernière décennie passant de 233 602 000 MAD en 2001 à 485 669 000 MAD en 2009, soit plus qu'un doublement. Le tableau suivant retrace cette évolution.

**Tableau 1.1** Budget du Ministère de la Culture au Maroc (2001-2009)

Total	Fonctionnement	Investissement	Années
233.602.000	172.144.000	61.458.000	2001
245.261.000	178.699.000	66.562.000	2002
239.103.000	175.869.000	63.234.000	2003
237.287.000	180.376.000	56.911.000	2004
260.771.000	203.860.000	56.911.000	2005
261.722.000	192.811.000	68.911.000	2006
323.738.000	213.827.000	109.911.000	2007
362.710.000	231.059.000	131.651.000	2008
485.669.000	310.669.000	175.000.000	2009

Source : Ministère de la Culture

Selon un responsable du Ministère de la Culture, le problème ne réside pas tant dans le volume du budget que dans la capacité du Ministère à la mise en œuvre de projets. L'indicateur de cette situation est le faible taux de consommation (ou taux d'émission) du budget d'investissement. Ainsi, pour les deux dernières années – 2007 et 2008 – ce taux est inférieur à la moitié (respectivement 49 et 47 %). Cette difficulté à mettre en œuvre les projets budgétés est partagée par de nombreux ministères. Elle constitue un réel goulot d'étranglement qui – dans certains cas – remet en cause le projet en partie ou en totalité. Les causes précises de ces inerties devraient être explorées sur plusieurs cas afin de pouvoir généraliser.

La contribution du FNAC varie de 158 057 478 MAD en 2005 à 201 004 424 MAD en 2009 comme le montre le tableau suivant.

**Tableau 1.2 Comptes d'affectation spéciale, Fonds national pour l'action culturelle, années budgétaires 2005-2006-2007-2008-2009**

Libellés/année	2005	2006	2007	2008	2009
Excédents des recettes sur les paiements au titre de l'exercice précédent	80 070 212	87 759 281	107 041 532	75 842 851	96 171 186
Recettes propres	18 442 601	19 210 800	20 538 639	17 696 485	16 112 138
Versement du budget général	8 581 500	15 316 500	58 390 405	61 390 405	88 155 000
Dons et legs	8 620 000	6 200 000	21 000 000	0	0
Versement du Fonds Hassan II pour le développement économique et social	42 343 165	29 032 787	41 599 001	0	0
Produits divers	0	5 700 711	7 539 190	4 637 479	566 101
Total	158 057 478	163 220 079	256 108 767	159 567 220	201 004 425

Source : Ministère de la Culture

Le FNAC représente une source importante comparée au budget du ministère. Ainsi, pour les deux dernières années, 2008 et 2009, il représente en moyenne 30 % (cf tableau *infra*). Les recettes propres du FNAC varient entre 8 % (2005) et 12 % (2008). Le poste le plus volumineux est représenté par les excédents des recettes réalisées sur les paiements effectués au titre de l'exercice précédent, entre 42 % (en 2007) et 54 % (en 2006).

### La dépense, un indicateur du niveau de vie

La demande de biens et services culturels est composée par une demande locale, une demande touristique et par l'exportation (ces deux derniers volets sont analysés pour certaines des composantes étudiées).

Demande culturelle = demande locale + demande touristique + exportations.

Quel est l'état de la demande locale ? Comment évolue le niveau de vie des ménages marocains ? Comment évolue la demande culturelle ? Quelles sont les informations de type macro sur lesquels nous pouvons nous baser pour approcher cette demande ?

L'information statistique disponible, au niveau macro, est limitée. Les informations relatives aux revenus des ménages sont inexistantes. En revanche nous disposons

des Enquêtes nationales sur le niveau de vie des ménages marocains (ENNVMM).  
Quelle est l'évolution du niveau de vie des ménages marocains ?

Le niveau de vie peut être approché via deux indicateurs : le revenu ou la dépense. Le Revenu national brut disponible par habitant (RNBD / habitant), est, en général, considéré comme un indicateur peu fiable pour l'appréhension du niveau de vie comparé à la dépense. Il est critiqué parce qu'il présente un ensemble de limites (dont la sous-évaluation par les enquêtés) et il intègre l'agrégat épargne. Le Revenu est, en effet, la sommation de la dépense et de l'épargne.

Aussi, en général, pour approcher le niveau de vie, on préfère utiliser l'agrégat dépense. De plus, cette donnée est régulièrement mesurée, à l'échelle macro, au Maroc. Nous disposons ainsi d'une série de sept enquêtes selon l'optique dépenses dont la première a été menée en 1959/60 et la dernière en 2006/2007.

Comment évolue la dépense des ménages marocains en général ? Comment évolue la dépense culturelle en particulier ?

### La dépense des ménages marocains évolue selon des « lois » statistiques

Selon Ernst Engel, économiste et statisticien allemand du 19<sup>e</sup> siècle, les coefficients budgétaires des ménages évoluent selon une triple loi, vérifiée pour les consommateurs marocains :

- 1) La part du revenu affectée aux dépenses alimentaires tend à baisser, proportionnellement, au fur et à mesure de la hausse du revenu.
- 2) La proportion des dépenses consacrées aux vêtements, logement, chauffage et éclairage est assez stable.
- 3) Et enfin, la part des dépenses réservées à l'éducation, la santé, les voyages, la culture tend à augmenter plus vite que la hausse du revenu.

Cette loi statistique renvoie à l'idée des échelles de besoins (la plus célèbre étant celle de Maslow) selon laquelle les individus auraient tendance à assouvir leurs

besoins selon un certain ordre, des plus basiques (alimentation, logement, chauffage...) aux plus élevés (réalisation de soi, besoins spirituels...).

Le niveau de vie des ménages et des habitants au Maroc, mesuré par la dépense, augmente régulièrement (multipliée par un peu plus de 23 fois en un peu moins de quatre décennies). On constate également que la dépense du ménage urbain est constamment supérieure à celle du ménage rural de 1,5 à 2 fois. La dépense moyenne par habitant se comporte de la même manière : l'individu urbain dépense plus que le rural et l'écart entre les deux oscille entre 1,6 (niveau le plus bas enregistré il y a presque quatre décennies) et 1,6 actuellement. La prévalence de la pauvreté est plus sévère dans le monde rural que dans la sphère urbaine).

**Tableau 1.3 : l'évolution de la dépense annuelle moyenne par ménage selon le milieu de résidence entre 1959 et 2007 (en MAD courants).**

Source	Période	Urbain	Rural	Ensemble	Ecart U/R
ENCDM	1959/60	3350	2160	2480	1,55
ENCDM	1970/71	8057	4003	5380	2,01
ENCDM	1984/85	26667	16824	21475	1,59
ENNVN	1990/91	48192	28584	38600	1,69
ENNVN	1998/99	56781	32372	46339	1,75
ENCDM	2000/2001	58900	33994	49333	1,73
ENNVN	2006/2007	66723	43925	57925	1,52

Source : Haute commissariat au Plan (HCP) (l'ENNVN 2006/2007 est en cours d'exploitation)

**Tableau 1.4 : l'évolution de la dépense annuelle moyenne par habitant selon le milieu de résidence entre 1959 et 2007 (en MAD courants)**

Source	Période	Urbain	Rural	Ensemble	Ecart U/R
ENCDM	1959/60	613	392	450	1,6
ENCDM	1970/71	1378	662	900	2,1
ENCDM	1984/85	4915	2637	3623	1,9
ENNVN	1990/91	9224	4623	6780	2
ENNVN	1998/99	10152	5085	7823	2
ENCDM	2000/2001	10642	5288	8280	2
ENNVN	2006/2007	13894	7752	11222	1,8

Source : HCP (l'ENNVN 2006/2007 est en cours d'exploitation)

La DAM par habitant en MAD constants permet de gommer l'effet prix, et donc d'avoir une meilleure connaissance de la hausse réelle du niveau de vie. Bien entendu, l'examen de l'évolution de la dépense en dirhams constants (c'est-à-dire en termes de pouvoir d'achat) montre une hausse nettement moins importante. Depuis 30 ans, de 1959/60 à 2000/2001 (nous ne disposons malheureusement pas des données de 2006/2007) le niveau de vie a un peu plus que doublé.

**Tableau 1.5 : évolution de la dépense moyenne par habitant en MAD constants**

Période	Urbain	Rural	Ensemble
1959/60	5139	3284	3812
1970/71	8974	4278	5884
1984/85	9463	4837	6876
1998/99	10463	5206	8047
2000/2001	10642	5288	8280
2006/2007*	ND	ND	ND

Source : HCP – 2006-2007 données non disponibles

### La dépense culturelle au Maroc est très basse

Malheureusement, ce poste est regroupé avec les dépenses pour l'enseignement, les loisirs et la culture. Malgré le regroupement de ces postes, la dépense culturelle au Maroc n'a pratiquement pas évolué au cours des trois dernières décennies (nous n'avons malheureusement pas encore les chiffres détaillés de la dernière enquête nationale sur les niveaux de vie marocain concernant ce poste).

La dépense culturelle est passée de 2,5 % du budget à 3,6 %. Cette légère hausse est le résultat d'une croissance de ce poste dans le milieu rural qui double, passant de 0,9 à 1,8 %.

Comme l'énoncent les lois statistiques d'Engel, les dépenses de première nécessité (alimentation, habillement) ont pour l'ensemble de la population (urbain et rural) baissé de 18,3 % dans le budget total. Cette baisse s'est ventilée sur une hausse des dépenses du 3<sup>e</sup> groupe de 11,7 % (santé, transport, communication...) et sur les dépenses du 2<sup>e</sup> groupe (habitat et équipements ménagers).



**Tableau 1.6 : dépenses culturelles en pourcentage**

Années	1970/71	1984/85	2000/01
Urbain	4 %	4,3 %	4,3 %
Rural	0,9 %	2 %	1,8 %
Ensemble	2,5 %	3,4 %	3,6 %

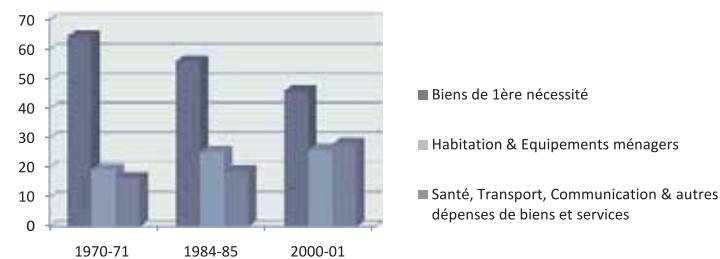
Source : HCP

**Tableau 1.7 : évolution des coefficients budgétaires (en %) des grands groupes de biens et services entre 1970 et 2001 selon le milieu de résidence**

	Années		
	1970/71	1984/85	2000/01
<b>Urbain</b>			
Biens de 1ère nécessité (alimentation+habillement)	54 %	50,5 %	42,9 %
Habitation et équipements ménagers	23,1 %	27,8 %	26,4 %
Santé, transport, communication et autres dépenses de biens et services	22,9 %	21,7 %	30,7 %
<b>Rural</b>			
Biens de 1ère nécessité (alimentation+habillement)	75,1 %	63,6 %	54,2 %
Habitation et équipements ménagers	15,3 %	21,7 %	25 %
Santé, transport, communication et autres dépenses de biens et services	9,6 %	14,7 %	20,8 %
<b>Ensemble</b>			
Biens de 1ère nécessité (alimentation+habillement)	64,4 %	55,9 %	46,1 %
Habitation et équipements ménagers	19,3 %	25,3 %	25,9 %
Santé, transport, communication et autres dépenses de biens et services	16,3 %	18,8 %	28 %

Source : HCP

**Graphique 1.1 : évolution des coefficients budgétaires des grands groupes de biens et services entre 1970 & 2001**



Source : HCP

La baisse des biens du premier groupe (alimentation et habillement) s'est reportée sur les deux groupes de dépenses conformément à une évolution commune à la plupart des pays. Cependant la dépense culturelle est restée stable (c'est plutôt la communication, la santé et les transports qui se sont améliorés). La corrélation de la dépense culturelle avec le groupe social est assez forte puisqu'elle double presque lorsqu'on passe de la strate sociale moyenne à aisée.

C'est essentiellement des couches moyennes et aisées que provient la demande de biens culturels. La couche moyenne<sup>3</sup>, selon l'étude récente du HCP dispose d'un revenu compris entre 2800 et 6800 MAD par mois. La dépense culturelle (y compris l'enseignement et les loisirs) pour la couche moyenne, ossature du marché dans de nombreux pays, représenteraient ainsi un montant qui varie entre 106 MAD et 256 MAD par mois par ménage selon nos estimations (avec une moyenne de 167MAD pour l'urbain et 160 MAD pour le rural). La couche moyenne (définie en termes de revenus et de consommation) représente 44 % dans les revenus des ménages et 49 % dans les dépenses de consommation de ces derniers. On ne peut malheureusement pas estimer de la même manière la dépense culturelle pour les

<sup>3</sup> La délimitation de la couche moyenne soulève des débats nombreux et passionnants au Maroc actuellement. Faut-il une définition statistique, à partir de la médiane constatée, ou faut-il une définition sociologique, économique, politique... ? Nous ne mènerons pas ce débat ici et utilisons les données fournies par le HCP.

couches basses et hautes car pour la première nous ne disposons pas de la limite et pour la dernière nous n'avons de limite supérieure. Ce niveau, très bas, éclaire les difficultés rencontrées par l'offre culturelle comme nous le présenterons *infra* (marasme de la vente des livres, des disques, des concerts payants...).

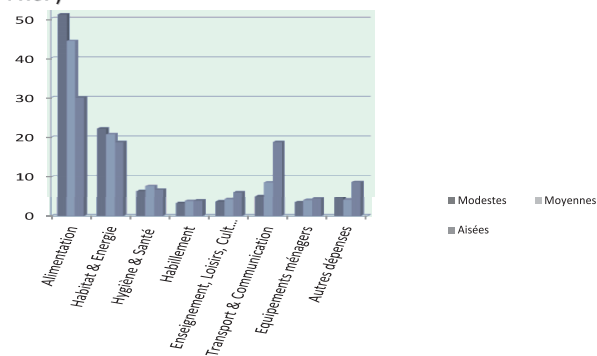
**Tableau 1.8 : dépense culturelle moyenne (estimée) de la classe moyenne au Maroc**

	Revenu moyen	%	Montant de la dépense (MAD)
<b>Urbain</b>	4402	3,8	167
<b>Rural</b>	4219	3,8*	160

**Source :** estimation faite par nous à partir des données du HCP (conférence débat – HCP, 6/05/2009)  
\* Nous avons repris le même pourcentage car nous ne disposons pas de la ventilation urbain/rural pour la couche moyenne.

Bien entendu la demande culturelle n'est pas liée seulement à la variable revenu. Les études (en France notamment, par le sociologue P. Bourdieu) ont nuancé cette corrélation. Cependant, on ne peut écarter l'idée que le niveau de revenu reste une variable prépondérante même si elle n'est pas exclusive. L'engouement à travers le Maroc des festivals, dont de nombreux spectacles sont gratuits, (comme nous le verrons *infra*) montre une demande potentielle pour une certaine consommation culturelle.

**Graphique 1.2 : répartition des dépenses selon les postes de consommation (Source : HCP)**

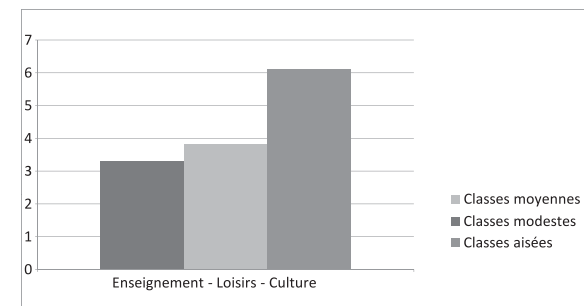


**Tableau 1.8 : la dépense du poste « enseignement-loisirs-culture » par classes :**

COUCHES	Dépense du poste «enseignement-loisirs-culture» en pourcentage
modestes	3,3 %
moyennes	3,8 %
aisées	6,1 %

Source : HCP, Enquête sur les classes moyennes

**Graphique 1.9 : la dépense du poste « Enseignement – Loisirs – Culture » par classes**



Source : HCP, Enquête sur les classes moyennes

## Conclusion

La dépense culturelle n'est pas connue de manière fine puisque ce poste est amalgamé avec d'autres dépenses (loisir et éducation). Cependant, cette dépense reste basse : une moyenne de 167 MAD pour l'urbain et 160 MAD pour le rural pour l'ensemble du ménage qui se compose de 5,2 personnes en 2004 (Source : HCP), ce qui fait par habitant une dépense moyenne de 32,11 MAD.

Le revenu, quoique n'étant pas l'unique facteur dans la détermination de la consommation culturelle, n'en reste pas moins un élément qui pèse de manière décisive. La faiblesse de la demande éclaire les difficultés rencontrées par l'offre culturelle dans plusieurs de ces nombreuses composantes.

Cette faiblesse de la demande implique une politique de mise en valeur du PC&IC qui devrait intégrer durablement cette donnée.

## CHAPITRE 2

### Les tissus historiques : médina, ksour et kasbah :

#### Une absence de stratégie, des évolutions économiques contrastées et un dépeuplement qui s'approfondit

Les médina, ksour et kasbah sont une dimension essentielle du PC tangible au Maroc.

Ces « objets » patrimoniaux sont des espaces multidimensionnels qui abritent :

- ✓ du PC tangible (les monuments historiques)
- ✓ du PC intangible (mode de vie, savoir-faire artisanal)
- ✓ Une production et un commerce.

Ce diagnostic se penchera surtout sur les médina, qui sont, à des degrés divers, dans une phase de transition entre une période de densification/marginalisation/paupérisation et les prémices plus ou moins visibles d'un retournement de tendance :

- ✓ Elles sont toutes en phase de dépeuplement<sup>4</sup> après avoir connu des pics de densité.
- ✓ Les pouvoirs publics, les collectivités locales, les investisseurs privés (nationaux et étrangers) commencent à investir cet espace, quoique à un rythme plus ou moins lent.
- ✓ La médina est l'espace par excellence où le mode de vie marocain traditionnel est encore préservé. La médina est aussi l'espace où se déploie l'artisanat. Ces deux caractéristiques – jointes à sa dimension urbaine et architectural – font que la médina est devenue le *bénéficiaire « collatéral »* des politiques sectorielles de développement (la *Vision 2010* du tourisme et le plan Mada'in, la *Vision 2015* de l'artisanat).

<sup>4</sup> Ministère de la prévision économique et du plan, *Les Cahiers de la direction de la statistique*, n°5, octobre 1999.

Royaume du Maroc, Banque Mondiale, *Stratégies de développement des villes historiques marocaines*, étude de politique sectorielle, Février 2009

- ✓ De nombreuses médina ont connu un mouvement de hausse des valeurs foncières et immobilières.

Comment aborder les médina, qui sont un ensemble urbain, d'un point de vue économique ? Quels sont les indicateurs, qui peuvent donner, de manière synthétique, une idée de l'état, du point de vue économique, de ce PC ?

L'évolution démographique et les investissements réalisés sont d'assez bons indicateurs du degré d'attractivité d'un ensemble urbain.

### Prix de l'immobilier : un indicateur de l'attractivité d'un espace urbain

Le prix de l'immobilier est un indice de l'état de la croissance de la ville ou de l'espace auquel il se réfère. Lorsqu'il augmente, toutes choses étant égales par ailleurs, cela signifie que la demande est supérieure à l'offre.

L'évolution des prix dans les médina suit la même logique, ceci est d'autant plus vrai que l'offre immobilière (l'offre foncière est très rare) est relativement restreinte (la production de nouveaux logements est très faible) face à une demande qui elle, au contraire, peut augmenter. L'évolution des prix ne sera pas analysée finement car ce n'est pas là l'objectif fondamental de cette étude. La question des prix est abordée seulement comme un indicateur de la vitalité nouvelle des médina. Bien entendu, cette hausse des prix a une dimension spéculative. Mais pour l'économiste, le fait qu'un acheteur accepte d'acheter un bien immobilier à un prix élevé signifie qu'il anticipe la possibilité d'amortir ce prix d'achat. Cet amortissement se faisant soit par des ressources tirées de l'usage de ce bien immobilier (maisons d'hôte, commerces....) soit par la revente ultérieure et donc l'obtention d'une plus value. Nous parlons de tendance et de consommateur rationnel qui souhaite faire fructifier l'achat réalisé soit par une plus value soit par des ressources tirées de l'usage de son achat immobilier ou foncier (nous excluons les cas atypiques des achats pour des motivations non économiques, ainsi le cas de la personne qui rachète à n'importe quel prix la maison de son enfance....).

Une étude du marché foncier et immobilier menée en juillet 1997, dans la médina de Fès, avait montré un marché totalement atone, avec une grande offre de maisons à

la vente (le foncier étant un bien très rare) et une demande pratiquement inexistante pour ce type de biens. En revanche, la demande manifestée portait sur la location et la demande d'achat de « fragments » de maisons, demande exprimée essentiellement par des ménages assez pauvres. Les courtiers, rares à cette date, montraient, désespérés, de nombreuses clefs suspendues aux murs, symboles d'une désaffection de la demande pour l'achat de logement en médina. Le prix le plus élevé atteignait difficilement 2300 MAD le m<sup>2</sup> dans les quartiers résidentiels, proches des routes carrossables.

Juste avant 2009, les prix, ramenés au m<sup>2</sup>, pouvait atteindre des pics de 10 000 à 20 000 MAD le m<sup>2</sup>. Un observateur, immergé dans la médina de Fès, cite, dans un article publié en ligne<sup>5</sup>, plusieurs exemples de l'emballlement des prix dans cette cité : une maison achetée 9000 \$ revendue 20 000, une autre 10000 revendue 30000 puis 1290000 \$ quelques temps après, une troisième 18000 \$ revendue 450000 et enfin une quatrième 40 000 revendue 220 000 \$.

Plusieurs médina ont connu le même mouvement d'emballlement du marché immobilier et foncier : c'est le cas de Marrakech notamment, d'Essaouira, de Tanger...

La crise économique mondiale semble avoir un impact sur les prix qui se stabilisent et semblent même refluer dans certains cas. Est-ce un retournement de tendance conjoncturelle ou structurelle ? Il est encore trop tôt pour pouvoir l'évaluer.

### Les médina au Maroc : une dynamique de dépeuplement après la densification

Il y a actuellement 31 médina recensées au Maroc, composée de 740.000 habitants, soit 2,5 % de la population nationale. Les médina au Maroc, après l'indépendance, ont connu une dynamique de marginalisation et de paupérisation doublée d'une densification plus ou moins forte pour la plupart d'entre elles.

Le dépeuplement des médina, un phénomène qui s'accélère, représente un danger si cette dynamique se poursuit. Une étude du HCP avait montré la tendance forte au

<sup>5</sup> [www.houseinfez.com/Buy\\_and\\_Restore\\_a\\_House\\_or\\_Riad\\_in\\_Fez.htm](http://www.houseinfez.com/Buy_and_Restore_a_House_or_Riad_in_Fez.htm)

dépeuplement pour les 12 médina les plus peuplées (Marrakech Médina, Fes-médina, Al Ismailia, Sidi Belyout, Salé-bab Lamrissa, Rabat Hassan, Tétouan-sidi El Mandri, Essaouira, Tanger, Tiznit, Chefchaouen, Ouezzane), tendance confirmée par le recensement de 2004 (avec un taux annuel de dépeuplement de 2 % entre 1994 et 2004 et de 1,3 % entre 1982 et 2004).

**Tableau 2.1 : évolution démographique de 12 médina**

Médina	Population			Taux de variation
	1982*	1994*	2004**	1982-2004**
Marrakech	226609	211626	182637	-1
Fès	173802	149014	117251	-1,8
Mèknes	79711	68526	47125	-2,4
Casablanca	53556	53652	47063	-0,6
Salé	51296	44429	34410	-1,8
Rabat	40212	32934	26499	-1,9
Tétouan	36479	33556	28278	-1,2
Essaouira	27638	22915	16718	-2,3
Tanger	18839	17092	14176	-1,3
Tiznit	16814	20814	19994	0,8
Chefchaouen	14727	15267	12362	-0,8
Ouazzane	13776	14908	14565	0,3
Total	753459	684733	561078	-1,3

Source : HCP,\* les Cahiers de la Direction Statistique, 1999 (années 1982 et 1994)  
\*\* HCP, in « Stratégies de développement des villes historiques marocaines », op.cit

Le dépeuplement n'est pas synonyme, forcément, de dédensification. Le dépeuplement peut s'accompagner du maintien d'une forte densité. En effet, ce ne sont pas forcément les personnes les plus pauvres, habitant dans le densifié, qui quittent la médina. Ce sont les personnes ayant les moyens d'accéder à un logement hors médina qui peuvent quitter cet espace. Les médina sont en général des poches de pauvreté, peuplées de personnes et ménages souvent captifs. Le phénomène de gentrification, bien qu'amorcé, est encore marginal. Peut-on d'ailleurs parler de gentrification, s'interrogent certains auteurs, puisque les personnes aisées qui s'installent en médina sont plutôt des étrangers ? D'ailleurs, le phénomène des

étrangers en médina, marginal selon le RGPH, bénéficie par contre d'une grande visibilité au niveau de l'opinion publique.

### La médina : problématique économique

Les médina sont en général des espaces plus pauvres que le seuil de pauvreté urbain qui est actuellement de 11.65 %. Cette moyenne cache probablement des inégalités inter-médina et intra-médina. Les mellah, anciens quartiers juifs, sont, dans de nombreuses médina, des espaces où la prévalence de la pauvreté est encore bien plus sévère que dans le reste de la cité.

Les médina sont plus ou moins grandes selon la superficie et la population. La médina – du point de vue de l'analyse économique, se compose de trois sous-ensembles distincts : le monument, le bâti ordinaire et l'ensemble urbain. Chacun de ses sous-ensembles fait l'objet d'une intervention et d'un arbitrage spécifique.

En effet, l'intervention dans le domaine patrimonial nécessite de prendre en compte deux variables clefs : le culturel et l'économique. Comment réhabiliter, développer la valeur patrimoniale tout en utilisant de manière optimale les ressources économiques ?

Le séminaire « Fès 2003 » avait identifié les niveaux d'intervention adéquats pour chacun de ces sous-ensembles. « *En effet, la réhabilitation d'un espace historique s'intègre dans le cadre d'une politique urbaine où la question de la rentabilité se pose en termes plus vastes ; il est clair que certains « objets » patrimoniaux doivent être réhabilités, y compris à fonds perdus. D'ailleurs les « objets » patrimoniaux sont à classer, d'un point de vue économique, en fonction de leur caractère plus ou moins « rentable ». On aurait ainsi trois types « d'objets » : ceux qui relèvent des investissements publics, du privé et ceux qui peuvent faire l'objet d'une intervention mixte ».*

Ce rapport s'interrogeait finalement sur les modalités d'articuler les projets de la médina à un ensemble plus vaste, à une politique de l'habitat et notamment,

« comment faire bénéficier certains quartiers insalubres des politiques d'interventions menées par le Ministère de l'habitat sur le logement insalubre<sup>6</sup> ».

En 2009, cette recommandation est en cours, bien que réalisée à une faible échelle.

### Les interventions publiques dans les médina

Les médina, comme tous les espaces, à des degrés divers, sont investies par plusieurs ministères (Culture, Habous, ...). Le budget alloué par le Ministère de la Culture cible, au sein de ces espaces, la dimension patrimoniale et représente un montant peu élevé comparé aux besoins et à l'état de dégradation. Ainsi, en 2008, le Ministère de la Culture a consacré un budget de 10 Millions de MAD pour une trentaine d'opérations de restauration et de mise en valeur des kasbah, ksour et autres sites et monuments historiques.

Nous nous focaliserons sur l'intervention sur le secteur de l'habitat réalisé par le MHUA. C'est de plus, un des ministères qui a réalisé un bilan de ses interventions dans le domaine des médina et des ksour et kasbah.

Le MHUA, très proactif dans l'intervention sur l'habitat insalubre au Maroc, notamment dans les quartiers clandestins et les bidonvilles, a mis longtemps avant de commencer à prendre en charge les médina et les ksour. La mise à l'écart des habitants pauvres, logés dans des maisons insalubres – parce qu'ils sont situés dans des tissus historiques – est une position non logique à la fois sur le plan socio-économique et sur celui de l'équité. En effet, les médina ont une valeur patrimoniale globale : c'est l'ensemble du tissu urbain comprenant les beaux monuments et l'habitat ordinaire qui donne cette « ambiance » si spécifique. De ce fait, l'habitat ordinaire, comme les monuments, est un élément à sauvegarder, tout en réfléchissant aux modalités de sa mise à niveau.

Les études relatives aux médina au Maroc ont longtemps, et souvent, souligné cette anomalie de la part du MHUE et recommandé la prise en charge de l'habitat ordinaire, en médina, par ce ministère. Pour mémoire, comme nous venons de le mentionner, les experts nationaux et internationaux réunis dans le cadre de « Fès

<sup>6</sup> Royaume du Maroc, Ministère de la culture, UNESCO, Coopération italienne, Fès 2003 - *Patrimoine et développement urbain dans les centres historiques urbains*, p.57

2003 » avaient tous convergé autour du constat de cette lacune et de la nécessité de la combler. D'ailleurs la médina de Fès a été le premier site sur lequel ce ministère est intervenu.

Quel bilan en 2009 ? Le MHUE est intervenu sur 10 médina (Oujda, Chefchaouen, Azemmour, Tanger, Marrakech, Ouezzane, Safi, Meknès, Tétouan, Fès) et 16 ksour ou kasbah (Targa, Moulay Abdlekrim, Jrana, Saidia, Goulmima, Abouam, Asrir, Lamaadid, Akhenous, Boudnib, Tazmourite, Oulad Abdelhalim, Touroug, Ben Haddou, Agzad, Tagounit, Lamsid, Qalaat M'gouna, Sekoura). Le montant global des investissements est de 825 millions de MAD et de 491 millions si on exclut la médina de Fès. Dans « le bilan des réalisations 2008 », le ministre du MHAE souligne la valeur du patrimoine urbain : « ...Les tissus urbains et ruraux constituent un patrimoine inestimable : plus de trente quatre médina, une vingtaine de villes nouvelles, des milliers de villages ruraux en plus des ksour et des kasbah s'étendant sur près de deux mille kilomètres ».

L'action du ministère s'est déclinée en actions sur le terrain et études architecturales, plans d'aménagement et de sauvegarde de médina, de ksour et de kasbah.

Pour plusieurs médina, l'intervention a consisté en la consolidation des constructions menaçant ruine. Le « menaçant ruine » étant un des problèmes cruciaux à résoudre dans ces espaces. En effet, chaque ruine risque de faire tâche d'huile et d'entraîner plus ou moins rapidement dans son sillage, les maisons avoisinantes, voire le derb. C'est le cas d'Oujda, de Chefchaouen, Ouezzane, Safi, Azzemour, Meknès, Tétouan et bien entendu Fès. Les autres interventions renvoient à la reprise d'infrastructure de base, au pavage, à l'assainissement, à l'aménagement de places et placettes, de kissariat, à la réhabilitation des auvents et des unités commerciales, au ravalement des façades, à l'éclairage public...

La réhabilitation des ksour et kasbah renvoie à la même problématique.

Notons dans ce bilan la création de deux musées (cf la section sur les musées). Les deux tableaux suivants donnent un bilan synthétique et détaillé de l'action du MHUE.

**Tableau 2-3 : bilan de l'action du MHUE dans les médina, les ksour et les kasbah jusqu'en 2008**

médina et ksour	montant en millions de MAD
médina 9	364
ksar 16	127
soutien ADER Fès	334
<b>total</b>	<b>825</b>

Source : MHUE. Bilan des réalisations 2008.

**Tableau 2-4 : bilan des réalisations du MHUE dans les médina du Maroc**

	Date signature	Date achèvement	Coût total	Coût engagé	Source financement	Opérateur	Etat achèvement
<b>MEDINA REALISEES</b>							
Médina Oujda	2000		13,9	6,95	MHUAE (BGE)	AI OMRAN	100%
Médina Chefchaouen	2001		3,1	3,1	MHUAE (BGE)	AI OMRAN	100%
Médina Azemmour	2000	2005	8,6	8,6	MHUAE (BGE)	AI OMRAN	100%
Médina Tanger	2001		5	5	MHUAE (BGE)	AI OMRAN	100%
Médina Marrakech	2002		1	1	MHUAE (BGE)	AI OMRAN	100%
<b>MEDINA EN COURS</b>							
Médina Ouezzane	2007	juin-09	29	28,35	MHUAE (BGE)+ DGCL+CP	AI OMRAN	50%
Médina de Safi	2007	2012	82	67	MHUAE (BGE) + CR+ CP + INDH + TELECOM + COMMUNE + RADEES	AI OMRAN	60%
Médina Azemmour	2006	2010	45,6	12	MHUAE (BGE+FSH)		25%
Médina de Méknès	2007	2010	48	15,15	MHUAE (FSH)		
Médina de Chefchaouen	2003	FIN 2009	15,705	5,105	FSH		80%
Médina d'Oujda	2003	2009	56	5	FSH		70%
Médina d'Oujda	nov-08	juin-09	25		MHUAE (BGE)		10%

PROJET LANCEMENTS						
Médina Tétouan	janv-09	2011	20		FSH	Etude à 80%
Médina Azemmour			2			En cours d'études + Réalisation d'un musée d'architecture
Médina Ouezzane			2		MIN CULTURE	En cours d'études + Réalisation d'un musée d'architecture
Médina de Safi	2009	2011	6,7	2		
<b>TOTAL</b>			363,605	159,255		

Source : tableau constitué par nous à partir des données du « bilan des réalisations 2008 »

**Tableau 2-4 : Bilan des réalisations du MJUE dans les Ksour et les Kasbah du Maroc**

Réhabilitation ksour et kasbah	Date Signature	Date Achèvement	Coût global	Source de financement	Etat d'avancement	Province Ville
Ksar Targa	2000		6,89	MHUAE	100%	Errachidia
Kasbah Moulay Abdelkrim	2000		6,889	MHUAE	95%	Errachidia (Rissani)
Ksar Jrana			5,8	MHUAE	100%	Errachidia (Erfoud)
Kasbah Saidia			0,6	MHUAE	100%	
<b>ksour et kasbah en cours de réhabilitation</b>						
Ksar Goulmima	N.C.	N.C.	9,93	MHUAE	EN COURS	Errachidia (Goulmima)
Ksar Abouam	N.C.	N.C.	5,7	MHUAE	EN COURS	Errachidia (Rissani)
Ksar Asrir	N.C.	N.C.	11,5	MHUAE	EN COURS	Errachidia
Ksar Lamaadid	N.C.	N.C.	0,85	MHUAE	EN COURS	Errachidia
<b>ksour et kasbah en phase d'études</b>						
Ksart Akhenous	juil-09	dec-12	8	MHUAE	EN COURS	Errachidia (Rissani)
Ksart Oulad Abdelhalim	juil-09	dec-12	5	MHUAE	Etudes préliminaires	Errachidia (Rissani)
Ksar Boudnib	juil-09	dec-12	7	MHUAE	Etudes préliminaires	Errachidia (Boudnib)

Ksar Tazmourite	juil-09	dec-12	4	MHUAЕ	Etudes préliminaires	Errachidia
Ksar Touroug	juil-09	Dec-11	13,65	MHUAЕ	Etudes préliminaires	Errachidia
Ksar Ait Benhaddou	juil-09	Dec-11	41	MHUAЕ+FSH	Etudes + Réhabilitation maison pilotes	Ouarzazate
<b>Total</b>			126,809			
<b>phase de lancement</b>						
Kasbah d'Agdaz	N.C.	N.C.	N.C.	N.C.	N.C.	Zagora
Tagounit	N.C.	N.C.	N.C.	N.C.	N.C.	Zagora
Ksar Lamsid	N.C.	N.C.	N.C.	N.C.	N.C.	Tantan
Kasbah Qalaa M'gouna	N.C.	N.C.	N.C.	N.C.	N.C.	Ouarzazate
Kasbah de Sekoura	N.C.	N.C.	N.C.	N.C.	N.C.	Ouarzazate

N.C\* : non communiqué

Source : tableau constitué par nous à partir des données du « bilan des réalisations 2008 »

Ce bilan, hors médina de Fès, s'élève à 491 millions de MAD. Ce montant est faible comparé :

- 1) aux besoins de ces espaces,
- 2) et à ce qui est drainé par la médina de Fès.

Ce montant, ventilé sur chacune des médina et sur chacun des ksour devient peu significatif. A moins que ces réalisations ne soient interprétées que comme un programme de démarrage, de mise en route de pratiques et de réflexions. L'intervention dans des tissus historiques exige un savoir faire et relève d'un travail à petite échelle, lent et long - un travail « de dentelles » et non de « bulldozers ». C'est ce qui pourrait expliquer que le MHUE, ayant acquis un réel savoir faire en termes d'interventions sur l'habitat insalubre, ait longtemps hésité et repoussé son entrée dans les médina.

La section suivante présente un bilan des investissements publics et des collectivités locales réalisés dans la médina de Fès - Fès étant la plus grande médina du Maroc, pionnière en matière de réflexions et de programmes de réhabilitation au Maroc.

### La médina de Fès : un laboratoire d'analyses et de projets...qui drainent des investissements croissants d'origine diverses

La médina de Fès est une sorte de laboratoire au Maroc. Elle a été l'objet, pendant de longues années, de réflexions et de projets. Le financement a quant à lui, beaucoup tardé, comparé à l'avancement de l'analyse et des projets. Ce financement donc, tardif, de faible ampleur, a démarré à la fin de la décennie 90. Mais le début du millénaire a correspondu à une certaine accélération – comme un « effet boule de neige » - des investissements de sources diverses (privées, publiques, nationales et internationales). Comme si les années 90 avaient permis de penser à des stratégies et de tester certaines pratiques avant de les réaliser à une plus grande échelle.

Comment réhabiliter le tissu historique tout en intégrant la dimension humaine ? Comment articuler l'intervention sur le bâti ordinaire – occupé par des propriétaires et des locataires souvent pauvres – avec une remise à niveau de l'infrastructure de base ? Comment démêler la complexité des statuts juridiques ? Comment répartir des budgets limités sur des investissements moteurs, capables d'entraîner un effet multiplicateur ?

La progression des investissements à Fès est à analyser tout d'abord en elle-même : quelle est la croissance des montants investis par les différents partenaires ? Bien entendu, dans un deuxième temps, cette hausse doit être considérée comme un indicateur à mettre en perspective avec les résultats obtenus et les besoins existants. Ceux-ci (en termes de remise à niveau urbain, de création d'emploi, de lutte contre la pauvreté) sont en général largement supérieurs aux ressources – étant donné que les médina sont des espaces de pauvreté, qui ont été longtemps négligés.

Il a fallu attendre la fin de la décennie 80 et le début des années 90 pour le démarrage des investissements. Après l'appel de Mokhtar M'bow le 9 avril 1980, l'inscription de la médina sur la liste du patrimoine en 1981, l'UNESCO a mené une étude qui estimait, à ce moment là, les besoins pour une réhabilitation répartie sur l'ensemble de l'espace de la médina à un montant de 541,67 millions de \$. Ce projet n'ayant pas trouvé de financement, le PNUD avait proposé de démarrer la



réhabilitation par un îlot délimité autour de Ain Azliten. Ces travaux isolés représentaient un coût global de 64,1 millions de \$. Ce projet, comme le précédent, n'a pas été mis en pratique. C'est finalement le projet de la Banque Mondiale, d'un montant de 14 millions de \$ qui a vu le jour.

Ce retour sur ces chiffres a pour objectif de montrer le cheminement de cette cité qui semble avoir dépassé cette longue période de marginalisation.

Bien entendu, il y a eu quelques actions, très rares et exemplaires, réalisées soit par des mécènes (la restauration de Nejjarine par la fondation Karim El Amrani), soit par des organismes internationaux comme par l'UNESCO (Dar Adyel, grâce à un financement du gouvernement italien).

Jusqu'en 2008, le montant total des investissements publics ou des collectivités locales s'élevaient à 729 M MAD. Les projets en cours atteignent un montant de 2040 M MAD. On comprend mieux pourquoi le montant des investissements du MHUE éparpillé sur l'ensemble des médina est peu significatif comme nous l'avons montré *supra*.

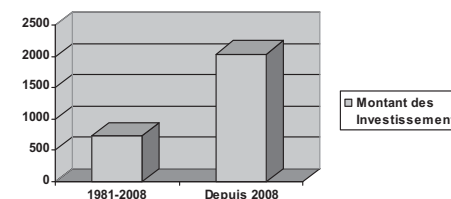
Les données suivantes, reprises à partir d'une communication du directeur général de l'ADER Fès, donne un aperçu de l'évolution de l'investissement dans cet espace. Les trois tableaux suivants illustrent l'accélération de l'attractivité de cet espace en termes d'investissement. Le premier donne une vision résumée de l'évolution des investissements. Le second montre la ventilation des investissements déjà réalisés. Le troisième expose les investissements en cours de réalisation ou en cours d'étude. On s'aperçoit ainsi que les montants augmentent, et que l'éventail des partenaires s'élargit : collectivités locales, FADES, région, mécènes, Ministère de la Culture, des habous, de l'habitat, de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, Al Omarane, INDH, Banque Mondiale, MCC, coopération italienne, UNESCO....

**Tableau 2-5** : bilan des investissements publics et des collectivités locales à Fès depuis son inscription sur la liste du patrimoine mondial de l'humanité

Période	Montants des investissements (en millions de MAD)	Observations
1981-2008	729	Investissements réalisés
Depuis 2008	2040	Projets en cours
Total	2769	

Source : d'après F. Serrhini – Directeur Général Ader Fès

**Schéma 2-1** : montant des investissements en millions de MAD



Source : d'après F. Serrhini – Directeur Général Ader Fès

**Tableau 2-6** : évolution des investissements dans la médina de Fès en millions de MAD selon la période et les sources de financement.

	SOURCES DE FINANCEMENT	PERIODE	Pourcentage /Montant global	Montant (M MAD)
Habitat	- Commune urbaine de Fès - Région Fès Boulemane - Prêt Banque Mondiale - Ministère Chargé de l'Habitat	1993 - 2008	8,25 %	60,14
Infrastructure et équipements	- Commune urbaine de Fès - Prêts Banque Mondiale - RADEEF – BAD – FADES	1987 - 2008	50,74 %	369,82
Tourisme et paysage urbain	- Prêt Banque Mondiale - Commune urbaine de Fès - Prefecture de Fès	2001 - 2008	7,54 %	54,99
Artisanat et renforcement des capacités	- Ministère de l'artisanat - Al-Omrane-Ader-Fès	1994 - 2005	11,98 %	87,29
Monuments	- Ministère de la Culture - Ministère chargé de l'habitat - Ministère des habous - Préfecture de Fès - Admin. de la défense nationale - FADES - mécènes	1989 - 2008	21,49 %	156,65
<b>Montant global</b>				<b>728,89</b>

Source : réhabilitation de la médina de Fès, F. Serrhini, Directeur général de l'ADER-Fès

**Tableau 2-7** : bilan des investissements en cours d'étude ou de réalisation dans la médina de Fès

	Sources de financement	Période	% / Montant Global	Montant (M MAD)
<b>1. Habitat</b>	- Ministère chargé de l'Habitat - Fondation Seftoui - Ville de Fès	2007 - 2017	13,74 %	280,40
<b>2. Infrastructure</b>	- Préfecture de Fès - Commune urbaine de Fès	2008 - 2010	4,30 %	87,8
<b>3. Tourisme et paysage urbain</b>	- Commune urbaine de Fès - Préfecture de Fès	2007 - 2010	2,39 %	48,7
<b>4. Artisanat et renforcement des capacités</b>	- gouvernement marocain – MCC - Région Fès Boulemane	2008 - 2013	78,09 %	1 593,09
<b>5. Equipements socio-éducatifs</b>	- INDH	2008 - 2009	0,29 %	6,00
<b>6. Restauration des monuments</b>	- Prefecture de Fès	2008 - 2011	1,19 %	24,2
<b>Montant global</b>				<b>2040,19</b>

Source : réhabilitation de la médina de Fès, F. Serrhini, Directeur général de l'ADER-Fès

Ce diagnostic n'a pas pour objet de mesurer l'impact de tous ces investissements dans la médina. Ses objectifs sont plus globaux. Disons que certains impacts sont assez visibles (amélioration des espaces publics, des infrastructures de base, de la voirie et de la circulation...), d'autres sont plus lents, plus difficiles à mettre en place (nettoyage des ruines, restauration des maisons menaçant ruine...).

La dynamique d'investissement est enclenchée. Cela génère un processus d'anticipation positive de la part des acteurs, la confiance dans l'avenir étant un paramètre essentiel.

### L'investissement privé dans les médina

L'investissement privé dans les médina est difficile à mesurer. Il n'existe pas d'études globales. Cet investissement prend principalement la forme d'aménagement/réaménagement de maisons d'hôtes. Ce phénomène, démarré à Essaouira, s'est développé principalement à Marrakech, Essaouira, et Fès. Il n'existe pas de statistiques nationales, d'autant que la réglementation de ce secteur est récente et peu diffusée.

Le tableau suivant donne les capacités d'hébergement des maisons d'hôtes, en hausse, mais qui représente seulement 8 % du total de l'hébergement pour la même année.

**Tableau 2-8 : Capacité d'hébergement des maisons d'hôtes en 2006 à travers 10 villes au Maroc**

Ville	Capacité	Pourcentage
Marrakech	6665	75,5
Essaouira	832	9,4
Fès	540	6,1
Ouarzazate	396	4,5
Tanger	150	1,7
Méknès	92	1,0
Rabat	72	0,8
Agadir	40	0,5
Casablanca	38	0,4
Tétouan	8	0,1
<b>Total</b>	<b>8833</b>	<b>100</b>

Source : Royaume du Maroc – Banque Mondiale, *Stratégie de développement des villes*

Ce phénomène des maisons d'hôtes a entraîné dans son sillage la revitalisation de l'artisanat sans qu'on puisse avoir une mesure exacte de cet impact. Il s'agit des métiers relatifs au traitement du bâti, ceux de la décoration et de l'ameublement.

### Conclusion

Les médina au Maroc, l'une après l'autre, sortent, bien que lentement, de leur marginalisation. A des degrés divers comme nous l'avons vu, elles bénéficient de la stratégie touristique (sauf nouvelle donne induite par la crise mondiale actuelle). Elles bénéficient également de la stratégie vis-à-vis du monde artisanal (sachant que ces espaces abritent de nombreux artisans).

Les médina, et l'ensemble des tissus historiques, sont les bénéficiaires collatéraux – tôt ou tard – de la stratégie touristique suivie par le Maroc. Ces tissus historiques, dans leur double dimension PC tangible et intangible, sont un avantage comparatif, selon le concept de Ricardo, à valoriser.

Cette reconnaissance et la possibilité de l'intégration des tissus historiques dans la stratégie touristique et artisanale est une opportunité.

Les risques renvoient d'abord à la lenteur de cette intégration. En effet, le temps joue contre ces espaces (dégradation du bâti, ruine, dépeuplement...).

L'autre risque, à l'opposé, est l'emballement pour ces sites avec une surchauffe (spéculation immobilière qui aboutit à expulser les pauvres, transformation intempestive du caractère des bâtisses...)

Les tissus historiques en général, spécialement les médina sont donc dans une phase de re-connaissance, re-naissance (quoique à des degrés différents) par les acteurs institutionnels nationaux. Les acteurs privés commencent à y voir des opportunités d'investissement. Mais ces espaces sont encore loin du mouvement de *gentrification* qui a marqué certains centres historiques dans les villes européennes. Cette question mérite d'être posée. Pourquoi ces espaces – et Fès à leur tête, sont encore répulsifs du point de vue de l'habitat ? Le mouvement de gentrification, observé par certains, concerne principalement des étrangers.

La matrice SWOT suivante résume les forces, faiblesses, opportunités et risques des tissus historiques au Maroc d'un point de vue économique.

**Matrice n°1 : SWOT analyse pour les médina**

Forces	Faiblesses
32 médina 6 classées Médina peuplées, vivantes, vibrantes Artisanat Commerce	Dégradation du bâti Ruines et menaçant ruine Système juridique complexe
Opportunités	Menaces – Risques
Vision 2015 (artisanat) Vision 2010 (tourisme) Demande d'altérité	Dépeuplement Spéculation immobilière et expulsion des pauvres Transformation pour répondre aux besoins touristiques

### CHAPITRE 3

#### Les musées, sites nationaux et Volubilis :

#### Un potentiel économique peu valorisé

##### 1. les musées

Les musées sont pris dans le paradoxe de la valeur : « *le musée est l'une des institutions culturelles les plus riches, par la valeur des œuvres qu'il possède, et les plus pauvres, par le décalage entre cette valeur et son budget*<sup>7</sup>. » Ce paradoxe se vérifie également pour les musées au Maroc. Les musées ont des fonctions traditionnelles de base : conserver, exposer, mettre en valeur et transmettre le PC. S'y ajoutent de nouvelles fonctions comme éduquer, et aussi contribuer au développement économique. En effet le musée est un bien culturel qui possède de nombreuses externalités : contribution à l'éducation des membres d'une société, attractivité de touristes...

Cette section va explorer, à partir des données disponibles, les paramètres majeures de la dimension économique des musées au Maroc : offre et demande muséale, budget, fonctionnement.

##### L'offre de musée au Maroc

Il existe 31 musées au Maroc répartis sur 14 villes. Rabat arrive en tête avec 9 musées. Ces institutions ne couvrent que les villes grandes et moyennes à quelques exceptions près (Chefchaouen).

Ce chiffre est faible comparé à certains pays développés (en France, 1207 musées). Le Maroc semble être resté loin de la « fièvre muséale » à travers le monde dans les années 80.

<sup>7</sup> F.Benhamou, *L'économie de la culture*, La Découverte, coll Repères, Paris, 6<sup>e</sup> édition 2008 - 113

**Tableau 3-1 : Répartition des musées à travers le Maroc par ville**

Villes	Nombre de musées
Rabat	9
Marrakech	4
Tanger	4
Fès	3
Tétouan	2
Chefchaouen	1
Larache	1
Safi	1
Essaouira	1
Salé	1
Laayoune	1
Casablanca	1
Agadir	1
Meknès	1
<b>Total</b>	<b>31</b>

Source : confectionné par nous à partir de données du Ministère de la Culture

Le tableau suivant donne la liste des musées avec les dates d'ouverture.

**Tableau 3-2 : liste des musées du Maroc et date d'ouverture**

N°	Ville	Nom du musée	Date d'ouverture	Types
<b>Les musées du Ministère de la Culture</b>				
1	Tanger	Musée de la kasba	1922	Bipolarisé (devenu spécialisé, archéologique, régional)
2	Tanger	Musée de l'art contemporain	1990	Spécialisé (archéologie)
3	Tétouan	Musée d'archéologie	1943	Spécialisé
4	Tétouan	Musée Bab al Okla	1928	Spécialisé (Ethnographie)
5	Chefchaouen	Musée de la Kasba	1985	Ethnographie
6	Larache	Musée archéologique		Spécialisé (fermé)

7	Fès	Musée Dar al Batha	1915	Bipolarisé (archéologie et ethnographie)
8	Fès	Musée Borj nord	1963-1964	Spécialisé (cédé à la commission marocaine de l'histoire militaire)
9	Meknès	Musée dar Jamaï	1917	Spécialisé (Ethnographie)
10	Rabat	Musée archéologique		
11	Rabat	Musée des Oudaïas	1915	Spécialisé : parure
12	Safi	Musée national de la poterie	1990	Spécialisé en céramique
13	Marrakech	Musée dar Si saïd	1932	Ethnographie
14	Essaouira	Musée Sidi Mohamed ben Abdellah	1980	Ethnographie
15	Salé	Musée de la poterie	1994	Fermé
16	Laayoune	Musée des arts sahariens	2001	Ethnographie
<b>Musées des autres ministères</b>				
1	Rabat	Musée postal		Spécialisé (Ministère de la poste et des télécommunications)
2	Rabat	Musée de Maroc Télécom		Spécialisé (Ministère de la poste et des télécommunications)
3	Rabat	Musée des sciences de la terre		Spécialisé (Ministère de l'énergie et des mines)
4	Rabat	Musée de la numismatique		Bank Al Maghreb
5	Rabat	Musée national de la Résistance		Haut commissariat aux anciens combattants
<b>Musées Privées</b>				
1	Marrakech	Jardins Majorelle		
2	Marrakech	Musée Bert Flint		
3	Agadir	Musée Bert Flint		
4	Tanger	Musée Forbes		
5	Tanger	Musée de la légation américaine		
6	Rabat - Salé	Musée dar Belgazi		Bouknadel
7	Marrakech	Musée de Marrakech	2000-2001	Fondation Benjelloun
8	Fès	Musée –arts et métiers du bois		Fondation Lamrani
9	Casablanca	Villa des arts		Spécialisé (arts plastiques contemporains - ONA)
10	Rabat	Villa des arts		Spécialisé (arts plastiques contemporains - ONA)

Source : Ministère de la Culture

La gestion de ces musées est diversifiée : publique et privé. Les musées publics relèvent du Ministère de la Culture pour plus de la moitié d'entre eux (16), les autres, au nombre de cinq dépendent du Ministère de la poste et des télécommunications, du Ministère de l'énergie, de Bank Al Maghrib et du Haut commissariat aux anciens combattants.

Les musées privés se ventilent sur deux catégories : musées privés, ou créés et gérés par des fondations à but non lucratif. C'est le cas de neuf musées.

Signalons que certains musées privés bénéficient d'un soutien de l'Etat : c'est le cas par exemple du musée Nejjarine à Fès : le salaire du conservateur est pris en charge par le Ministère de la Culture puisque ce salarié est détaché de cette institution au profit de Nejjarine. Par ailleurs, des collections ont été prêtées pour aider le musée à démarrer et à alléger les frais de constitution d'une collection.

Le dixième musée privé, celui de Belgahzi à Bouknadel est un cas singulier dans le paysage marocain : c'est un musée privé à but lucratif. D'ailleurs, selon un responsable, « *le musée en question n'est plus reconnu par la direction du patrimoine comme musée dans le sens déontologique du terme. La première règle pour bénéficier du titre de musée est d'opérer dans un but non lucratif* »<sup>8</sup>

Cette dimension lucrative ou non lucrative est importante. Les musées peuvent-ils être introduits dans la logique lucrative ? Ou doivent-ils rester dans le domaine non marchand ? Dans le monde anglo-saxon (Etats-Unis et Angleterre), les musées privés sont à but non lucratif (*non profit* aux Etats-Unis, *charity* en Grande Bretagne).

Si cette règle est maintenue au Maroc, cela signifie que l'économie des musées devra reposer essentiellement sur l'Etat, le mécénat et les fonds propres. Le Ministère de la Culture est l'acteur principal dans le secteur de la culture. Généralement, l'idée répandue est que les ressources de ce ministère sont insuffisantes. Ce budget a plus que doublé au cours des dernières années (233 602 MAD en 2001 à 485 669 000 MAD en 2009). Ces ressources sont accrues par des programmes spéciaux ( le compte spécial « Fonds national pour l'action culturelle » qui injecte un montant annuel de 38 millions de MAD et le Fonds Hassan II pour le développement économique et social qui contribue au financement de quelques grands projets culturels comme la bibliothèque nationale de Rabat, ou le musée des arts contemporains, le musée national de l'archéologie et des sciences de la terre).

Pourtant, selon un haut responsable du ministère, le problème du développement du secteur de la culture ne relève pas tant du budget que de la capacité à gérer des projets. A l'appui de ces propos, ce responsable souligne le faible taux de paiement

<sup>8</sup> Kyara A. Ministère de la culture, entretien par courrier, 23/05/09

(taux d'émission) du budget d'investissement (inférieur à la moitié en 2007 et 2008 soit respectivement 49 et 47 %). Où se situe alors le goulot d'étranglement ? Est-ce au niveau des ressources humaines du ministère ? De fait, au niveau de la loi de finances 2009, la plupart des objectifs fixés pour 2008 ont été réalisés ou même dépassés, sauf celui de la modernisation des services administratifs et des établissements culturels (seuls 33 cadres et agents ont bénéficié d'une formation sur les 180 prévus).

### La demande muséale et la fréquentation des monuments historiques

Pour évaluer le succès des musées, on utilise deux indicateurs : soit le nombre d'entrées, soit un ratio entre le nombre de visiteurs et la population du pays. Pour les deux années 2006-2007, le nombre d'entrées pour 14 musées (les plus fréquentés) est de 147 491 entrées en 2006 et 204 517 en 2007. Le musée le plus visité est régulièrement celui de Dar Said à Marrakech, suivi de celui de Fès qui sont deux musées ethnographiques. Est-ce leur nature ou leur implantation dans deux villes à destination touristique ? Les deux tableaux suivant montrent cette évolution.

**Tableau 3-3 : répartition des entrées par thème de musée en 2007**

Thème de collection	Nombre	%
Archéologique	31 567	20,28
Ethnographique	123026	79,05
Spécialisé	1 043	0,67
<b>Total</b>	<b>155 636</b>	<b>100</b>

**Tableau 3-4 : évolution de la fréquentation des musées entre 2006 et 2007**

Musée	2006		2007		Variation en volume	Variation en %
	Nombre	%	Nombre	%		
Musée d'archéologie à Larache	0	0,33	101	0,06	-248	0,00
Musée Borj Belkari à Meknès	100	0,09	250	0,16	150	9,60
Musée national de la céramique à Safi	453	0,42	793	0,51	340	5,76
Musée d'ethnographie à Tetouan	365	0,34	1094	0,7	729	11,60
Musée Sidi Med Ben Abdellah à Essaouira	595	0,56	1169	0,75	574	6,99
Musée d'archéologie à Tétouan	562	0,53	1679	1,08	1117	11,57
Musée d'archéologie à Rabat	3150	2,95	2350	1,51	-800	-2,89
Musée de la kasbah à Chefchaouen	7301	6,83	7363	4,73	62	0,08
Musée Dar Jamaï à Meknès	3650	3,42	10000	6,43	6350	10,60
Musée national des bijoux à Rabat	Travaux	0,00	12650	8,13	12650	0,00
Musée Batha à Fès	31100	29,10	16900	10,86	-14200	-5,92
Musée de la kasbah à Tanger	10492	9,82	27437	17,63	16945	10,09
Musée Dar Si Said à Marrakech	48750	45,62	73850	47,45	25100	4,24
<b>Total</b>	<b>106867</b>	<b>100,00</b>	<b>155636</b>	<b>100</b>	<b>48769</b>	<b>0,00</b>

Source : Ministère de la Culture

Le ratio visiteurs/population du Maroc que nous avons calculé pour le Maroc est inférieur à 1 (0,5 pour l'année 2006 et 0,6 pour 2007). Nous l'avons établi à partir des données suivantes : population totale marocaine de 31 480 347 selon les statistiques du RGP (HCR), et des entrées de 14 musées (sur un total de 31 – il s'agit cependant des musées les plus importants – si l'on avait intégré les 17 autres, on aurait peut être atteint un ratio de 1). A titre d'exemple, aux Etats-Unis cet indicateur de l'audience est passé de 22 à 27 % entre 1982 et 2002. En France, en 2007, les musées ont reçu plus de 33 millions de visiteurs<sup>9</sup> !

<sup>9</sup> F.Benhamou, *op.cit*, p.49

**Tableau 3-5 : la fréquentation de 14 musées en 2006-2007**

Nom du Musée	Ville	Visiteurs 2006	Visiteurs 2007
Musée Dar Si Said	Marrakech	48750	73850
Nejjarine	Fès	40000	40000
Musée kasbah	Tanger	10492	27437
Musée Batha	Fès	31000	16900
Musée les oudayas	Rabat	Travaux	12650
Musée archéologique	Rabat	3150	12650
Musée Dar El Jamaï	Meknès	3650	10000
Musée de la kasbah à Chefchaouen	Chefchaouen	7301	7363
Musée Bab el Okla	Tetouan	365	1094
Musée archéologique	Tetouan	562	1679
Musée national de la céramique	Safi	453	793
Musée arts contemporains	Tanger	1419	
Musée archéologique	Larrache	349	101
<b>Total</b>		<b>147491</b>	<b>204517</b>

Source : Ministère de la Culture

Quels sont les visiteurs des musées ? Et quelles sont les causes de cette faible fréquentation ? Les adultes représentent 80 % de l'ensemble des visiteurs auxquels s'ajoutent les groupes (souvent des adultes, plus rarement des groupes scolaires) et les enfants avec un pourcentage respectif de 10 %. Les étrangers dépassent de loin les marocains.

Pourquoi cette faible attractivité du musée de la part du public en général, et des nationaux en particulier ?

Est-ce la question du prix ? Les tarifs sont de 10 MAD, fixés par arrêté conjoint des ministères de la culture et des finances, pour les adultes, toutes nationalités confondues, y compris marocaine. Pour les enfants, le montant est de 3MAD. Par contre les nationaux ne payent rien le vendredi et les jours fériés. Ceci est valable pour tous les musées qui relèvent du ministère. Les musées privés ont une tarification spécifique : ainsi, le billet d'entrée pour le musée Nejjarine est de 20 MAD avec des dégrèvements pour les groupes.

La variable prix serait une explication possible si le vendredi, jour gratuit, connaissait un afflux supplémentaire, ce qui ne serait pas le cas. La variable prix est donc une explication de faible portée, même si, nous l'avons vu, le niveau des dépenses consacrées à la culture est faible. Rappelons le, même à 10 MAD l'entrée, une famille de 4 à 5 personnes consacrerait ainsi un budget de 40 à 50 MAD pour la sortie musée (non compris les frais annexes – transport notamment), si elle devait y aller un jour payant, soit pour une famille appartenant à la couche moyenne, entre le quart et un peu moins du tiers de ce poste budgétaire. Rappelons que ce poste est consacré non seulement à la culture et aux loisirs mais aussi à l'éducation.

Quel est l'impact du prix du musée sur le volume des entrées ? Il semblerait que l'élasticité du prix du nombre d'entrées soit faible (entre 0 à 0,5<sup>10</sup>) - c'est-à-dire que la variation de la demande lorsque le prix augmente est peu importante, voire nulle. D'ailleurs, le prix du musée à Nejjarine est le double de celui des musées du Ministère de la Culture, pourtant cette institution attire un public nombreux (classé deuxième). C'est en somme, la preuve, par l'exemple, de la relative rigidité de la demande par rapport au prix. Ce musée privé, lui aussi, accorde des réductions de 50 % pour les groupes et des gratuités pour les étudiants et les élèves.

Ainsi, on considère que la décision d'aller dans un musée relève de plusieurs facteurs dont le prix. Des facteurs économiques qui sont exogènes au musée (le niveau de revenu, le prix des autres activités alternatives ou concurrentes : cinéma, théâtre, exposition....). Mais aussi des facteurs socio-éducatifs (alphabétisation, capital social<sup>11</sup>....). C'est le concept de l'*habitus* de Bourdieu. Selon cet auteur on consomme en fonction de son capital culturel. De manière plus concrète, les recherches en marketing reliées à la consommation de type culturel montre que la sortie de type culturel dépend de quatre sources : « *l'éducation et la délectation (besoin culturel), les rituels et la construction de liens sociaux (besoins sociaux), la*

<sup>10</sup> Etudes économétriques, mais réalisés sur un faible nombre de musées et dans des pays développés, Wikipédia, Théorie économique des musées

<sup>11</sup> Les études sociologiques de P. Bourdieu en France ont montré que la fréquentation des musées est un lieu de perpétuation des différences sociales.

*recherche de statut et la communication aux autres de sa personnalité (besoin symbolique) et le plaisir/la fantaisie (besoins émotionnels)<sup>12</sup>. »*

Mais la fréquentation des musées est aussi une fonction de l'offre muséale. Est-elle suffisamment attractive, ciblée, communiquée... ?

L'augmentation de la fréquentation des musées dans les pays développés est à mettre en relation avec une très forte hausse de l'offre, accompagnée d'une grande diversification.

La question de la nature de l'offre renvoie aux modalités de gestion des musées au Maroc. Comment sont-ils gérés ? Quels sont les moyens dont ils disposent ? Quels sont les objectifs recherchés ? Les difficultés affrontées ?

### Budget, financement, fonctionnement et acquisitions des musées

L'offre muséale est-elle dépendante du budget, pour un musée donné ? Le coût marginal d'un visiteur supplémentaire est nul ou proche de zéro selon quelques rares études. Ainsi, il y aurait des économies d'échelle très importantes puisque le coût moyen des visiteurs n'augmenterait qu'au-delà de 100 000 entrées par an<sup>13</sup>. Dans tous les cas, l'idée à retenir, au-delà des chiffres, est le potentiel de développement grâce aux économies d'échelle.

**Le financement** des musées renvoie à trois axes : public et collectivité locale (au Maroc les collectivités locales ne contribuent pas au financement des musées), privé et autofinancement.

**Quel est le budget** accordé aux musées ? A titre d'exemple le budget du musée archéologique de Rabat ne dépasse pas 10 000 MAD par an. La dotation à l'entretien des musées représente moins de 1 million de MAD en 2009 comme l'indique le tableau suivant.

<sup>12</sup> Botti, cité in F. Colbert, Tarification et marketing dans les musées, in *La Culture mise à prix*, p.89

<sup>13</sup> F. Benhamou, *op.cit*



**Tableau 3-6 : budget alloué à la réhabilitation des musées en 2009  
(en MAD)**

Villes	Musées	Montants
Rabat	Musée archéologique	160 000
Tanger	Musée kasbah	200 000
Tétouan	Musée anthropologique	40 000
Meknès	Musée Dar Jamai	90 000
Meknès	Musée de la poterie rurale	20 000
Fes	Musée Batha	200 000
Essaouira	Musée Sidi ben Abdallah	40 000
Marrakech	Musée Si Said	200 000
total		950 000

Source : Ministère de la Culture, Direction du Patrimoine Culturel.

**Quel est le montant de l'autofinancement ?** Ne l'ayant pas obtenu, on pourrait l'estimer à partir des statistiques des entrées comme une limite maximale car ces données intègrent les gratuités.

Les coûts fixes de fonctionnement des musées sont particuliers car ils représentent des montants élevés, et notamment à cause des bâtisses qui les abritent.

**Les bâtiments.** Des seize institutions muséales relevant du Ministère de la Culture, (dont ils ne reste que treize), neuf se trouvent dans des villes côtières (de Tanger à Tétouan en passant par Larache, Rabat et Salé jusqu'à Safi et Essaouira). La proximité de la mer provoque dans ces musées, pendant le printemps et l'été, des élévations importantes du taux d'humidité. Les quatre autres musées (Fès, Meknès, Marrakech et Chefchaouen) sont implantés au cœur de la médina ancienne, ce qui les expose souvent à des pollutions de sources diverses (dégradations d'ordre physiques dues à l'exposition au vent, à la pluie et à l'ensoleillement).

Dans l'ensemble, ces musées souffrent de la mauvaise étanchéité des terrasses et des infiltrations des eaux de pluie. S'ajoute à ces facteurs le type de bâtiment qui, souvent est un monument historique, soit des palais ou des maisons traditionnelles, très beaux mais non commodes pour la fonction du musée et ses paramètres de conservation (difficulté de maintien de température égale, difficulté de placer les commodités de climatisation dans un espace classé).

**La question du personnel dans les musées** Le personnel est l'un des points problématiques des musées. Si ces dernières années, plusieurs des lauréats de l'Institut National des Sciences de l'Archéologie et du Patrimoine (INSAP) sont devenus conservateurs de la plupart des musées marocains, le personnel technique et pédagogique fait encore largement défaut. Dans ce cadre, il faut signaler aussi le manque flagrant de jardiniers, de gardiens et de personnel d'entretien en général.

**La question des acquisitions.** Le musée a toujours joué un rôle important dans la protection du patrimoine en acquérant des collections. Chaque musée dispose d'un budget pour l'accomplissement de cette tâche. Cependant ces dernières années suite à la politique de la réduction des budgets qui a touché presque tous les secteurs, celui des musées s'est trouvé dépourvu des moyens qui lui ont été alloués pour cette mission, qui lui permettait aussi de renouveler ses collections et de contribuer à la protection et à la sauvegarde du savoir-faire ancestral et de la mémoire collective, laissant le champ libre aux collectionneurs et aux bazaristes pour vendre des œuvres d'art et les exporter sans contrôle.

Les objets provenant des anciennes fouilles archéologiques constituent la majeure partie des collections des musées archéologiques. Cependant, depuis l'indépendance, le nombre de programmes de recherche – et donc de pièces trouvées – n'a cessé de croître. Ces objets sont entreposés dans les réserves de l'INSAP et contribuent à améliorer et enrichir les collections archéologiques muséales.

**La question des produits dérivés.** L'ensemble des musées relevant du Ministère de la Culture ne possède pas de produits dérivés. Au niveau des musées privés, Nejjarine, après le café installé sur la terrasse qui génère des recettes, cette institution se prépare à mettre en place, à l'entrée, une boutique dédiée aux achats à l'occasion de la visite du musée (elle comprendra des livres, des reproductions, des souvenirs, des cartes postales...). Ainsi, les grands musées américains ont-ils un financement axé en grande partie sur les produits dérivés, (34,3 % du budget est couvert par produits dérivés, 33,6 % par les subventions, 18 % par les recettes et 14,1 % par leurs placements<sup>14</sup>).

<sup>14</sup> Ibid, p.53

### Les externalités du musée sur le PC&IC

Les externalités du musée sont nombreuses. De ce fait, elles peuvent justifier l'effort public pour maintenir et développer cette activité.

L'impact est positif sur l'ensemble de la société bien entendu, mais il est aussi un impact ciblé sur certains groupes sociaux.

On peut ainsi signaler une expérience intéressante, menée auprès d'artisans potiers à Fès par le mohassib, dans les années 80 ou 90 (nous n'avons pas de traces écrites mais plusieurs témoins ont évoqué cette expérience). Le mohassib a organisé des visites guidées d'artisans dans le musée pour regarder et s'imprégner des poteries qui étaient exposées. Ces visites auraient eu un résultat rapide, en permettant aux artisans de s'inspirer (voire de copier) des modèles qu'ils avaient pu étudier lors de leur visite.

Cet exemple est extrêmement intéressant. En effet, dans le domaine artisanal, la *Vision 2015* développe une stratégie complexe pour renforcer ce secteur. Un des éléments est l'introduction de *designer*. Cependant comment celui-ci pourrait-il écouter, transcrire « l'âme collective de ce groupe social » selon la belle expression d'un de nos interviewés<sup>15</sup>, car il s'agit d'être à l'écoute de la demande mais aussi de respecter l'authenticité du savoir-faire. En effet, au début du 19<sup>e</sup> siècle, en Europe, les musées étaient réservés aux copistes et aux artistes.

Cet exemple relatif aux artisans potiers pourrait être dupliqué pour des artisans d'autres filières (les bijoutiers, les fabricants de tapis...). En effet, l'étude des œuvres passées permettrait aux artisans – accompagnés des *designer* – de s'imprégner des structures profondes de l'objet marocain.

### Difficultés et perspectives de l'offre et la demande muséale

Comment améliorer la fréquentation des musées ? C'est une question complexe, car, nous l'avons vu, elle dépend de plusieurs paramètres (revenus, prix, mais aussi niveau de scolarisation, habitude...) qui sont plus ou moins longs à changer. Nous

<sup>15</sup> F.Serrhini, Directeur de l'ADER Fès, 19/05/2009

avons vu que la question du prix des billets n'est probablement pas décisive dans la décision d'aller ou ne pas aller dans un musée.

A défaut d'être « spontanée », la pratique de la fréquentation des musées devrait être organisée de manière structurelle auprès de groupes ciblées. Nous avons évoqué les artisans. Mais cette politique de longue haleine passe par un partenariat avec les établissements scolaires pour organiser des visites guidées.

Du point de vue de la fréquentation par des touristes, la visite des musées est sans commune mesure avec l'évolution touristique au Maroc. A Fès par exemple, le musée Nejjarine ne capte qu'un nombre infime des touristes qui passent par la médina de Fès. Les musées, qui n'ont pas de budget marketing, ont besoin d'une interface pour accéder à ces touristes (à travers les guides, les agences de voyage, les sites internet...). Cette articulation avec d'autres acteurs liés au tourisme est pour le moment absente.

L'intérêt, pour les visiteurs nationaux ou étrangers passent aussi par une mise en valeur des produits exposés, ainsi que par une offre renouvelée avec une présentation attirante des objets muséographiques. Celle-ci pose souvent des problèmes liés à la scénographie d'origine. Si elle a été refaite pour un musée ou deux, il reste à faire un énorme effort pour les autres musées, afin de leur donner cette force d'attraction culturelle que cherche n'importe quel visiteur. Les expositions permanentes sont souvent figées et pour longtemps. Rares sont les vitrines ou l'ensemble d'une présentation qui ont subi des changements de fond. Les musées marocains sont riches, leurs collections sont variées et peuvent répondre à plus d'un thème. Les réserves de ces institutions contiennent des trésors endormis, qui méritent d'être bien exploités et exposés au public, soit en alimentant les expositions permanentes, soit dans le cadre d'une série d'expositions temporaires, selon des thèmes bien définis.

Cette amélioration de l'offre passe enfin par une hausse du nombre des musées, bien que leur nombre soit en légère augmentation. La création des musées semble lentement - trop lentement - progresser au Maroc. Ainsi la création à Azrou du Musée du Moyen Atlas : en 2009, le Ministère de la culture, en partenariat avec la région, a

réalisé 80 % des travaux d'exécution de ce musée pour un montant légèrement inférieur à 6 millions de MAD<sup>16</sup>.

Par ailleurs, le Ministère de l'habitat, de l'urbanisme et de l'aménagement de l'espace a lancé deux musées : l'un en cours d'étude, musée d'architecture à Azemmour, d'un coût total de 2 millions de MAD est en cours d'étude. Le second, un autre musée d'architecture à Safi, dont les travaux ont démarré cette année et qui sera achevé en 2011, d'un montant de 6,7 millions de MAD.

### Fréquentation des sites historiques

La fréquentation des sites historiques est plus élevée que celle des musées, comme l'indique le tableau suivant. En 2008, elle atteint presque 1,5 million de visiteurs, bien que ce chiffre soit sous-évalué, car il n'intègre pas les visites du vendredi et des jours fériés (non comptabilisées car gratuites).

Cette attractivité des sites historiques donne des indications précieuses sur les préférences du public concernant le PC. D'ailleurs, plusieurs sites sont ouverts au public pour des festivals : c'est le cas du jazz et de Mawazine au Chellah (Rabat), du festival des musiques sacrées du monde et du festival soufi au musée Batha (Rabat)...

**Tableau 3-7 : la fréquentation de sites historiques (prévisions et réalisations 2006-2011)**

Direction du patrimoine culturel	2006 réalisations	réalisations 2007	Réalisations 2008	Réalisations Au 6/ 2009	Prévisions 2010	Prévisions 2011
Nombre de visiteurs	1.200.611	3.469.160	1.445.400	685.898	1.500.000	1.500.000

**Source** : Ministère de la Culture, Direction du patrimoine culturel. Mise en valeur du patrimoine monumental et archéologique (2008)

<sup>16</sup> Ministère de la culture, Direction du patrimoine culturel, note « Bilan des activités de la Direction du Patrimoine Culturel pour l'année 2009 et programme d'action pour 2010 ». Le montant exact est de 5 983 816,13 de MAD

### Conclusion, recommandations et analyse SWOT

A quel stade du cycle de vie se trouvent les musées ? Du point de la fréquentation, elle est en hausse entre 2006 et 2007 selon les statistiques que nous avons collectées. Le nombre des musées est également en hausse quoique tout cela à un rythme trop lent, étant données les paramètres macro du Maroc (démographie, PIB/moyen par habitant, tourisme en hausse). La matrice suivante présente les forces, faiblesses, opportunités et risques des musées au Maroc.

Etant donnée la difficulté de mobiliser des fonds et la nature non lucrative des musées, comment ces institutions peuvent-elles trouver de nouvelles sources de financement ?

Doivent-elles, comme les entreprises privées ou comme dans les pays développés, mettre en place une politique de marketing pour augmenter le nombre de clients ? Quel serait le personnel qui pourrait assumer cette logique lucrative étant donné – s'agissant des musées publics - qu'ils sont gérés par des fonctionnaires. Quel serait l'intéressement de ces conservateurs à la hausse de la clientèle ?

Un projet de réorganisation de la gestion des musées vient d'être adopté. La création d'une fondation nationale des musées devrait permettre une rationalisation des ressources et une clarification des moyens et des objectifs (cf l'encadré qui présente cette fondation nouvelle à la fin de la conclusion).

**Matrice n°2 : SWOT analyse pour les musées au Maroc**

Forces	Faiblesses
Musées dans des monuments historiques Coût marginal faible	Marketing « presque » absent. Bâtiment : coût élevé d'entretien Analphabétisme Manque d'habitude des ménages pour la visite des musées
Opportunités	Menaces – Risques
Demande touristique forte Stratégie pour renforcer l'artisanat	Détérioration des bâtisses pour les musées du Ministère de la Culture

**Encadré 2 : la Fondation nationale des musées : une nouvelle institution**

Le conseil du gouvernement a adopté le 29 janvier, un projet de loi (01-09) portant sur la création d'une fondation nationale des musées. Ledit texte est adopté également par le Conseil des ministres.

La Fondation nationale des musées est une institution à but non lucratif, investie de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Elle aura pour mission de gérer pour le compte de l'Etat les musées nationaux.

Son action vise entre autres à favoriser et développer la fréquentation des musées nationaux et la connaissance de leurs collections en éditant et diffusant des produits dérivés des œuvres. Elle doit assurer également l'accueil du public et l'accès du plus grand nombre aux collections des musées.

La fondation possède l'exclusivité du droit de reproduction, sur tout support, à des fins commerciales des collections muséographiques et de tout produit dérivé.

**Ses ressources sont :**

- Les droits de visites
- Les subventions de l'Etat, des collectivités locales et des organismes publics et privés (c'est nouveau)
- Les taxes parafiscales instituées au profit de la Fondation (c'est nouveau).
- Les recettes du mécénat (c'est nouveau).
- Les recettes des manifestations artistiques ou culturelles (c'est nouveau).
- Les rémunérations des services rendus (c'est nouveau).
- Les dons et legs.

Elle est soumise au régime fiscal applicable aux associations reconnues d'utilité publique.

**2 : les sites et les monuments historiques**

Le Maroc dispose d'un patrimoine architectural riche et varié. Il couvre presque toutes les périodes historiques de la préhistoire à l'époque islamique, en passant par les périodes phénicienne, punique, maurétanienne et romaine. Les sites et

monuments historiques les mieux conservés se trouvent dans les grandes métropoles que sont Fès, Meknès, Rabat et Marrakech. Ces monuments et sites représentent une valeur ajoutée pour le Maroc tant sur le plan touristique qu'économique. L'intégration de l'ensemble des composantes du patrimoine culturel dans une politique de mise en valeur a des retombées économiques importantes sur le pays.

Les défaillances dans la gestion du patrimoine sont multiples. Il souffre de plusieurs maux qui méritent un diagnostic très détaillé. Les problèmes posés dans le secteur culturel sont presque les mêmes que dans le secteur muséal.

Nous traiterons cette étude en 2 volets : le premier sera réservé aux sites archéologiques et le second aux monuments historiques.

**I- Les monuments historiques**

La liste des monuments historiques est longue et elle n'est pas définitivement close, chaque année de nouveaux monuments y trouvent place. A ce jour, 216 sites et monuments ont été classés par le Ministère de la Culture à (cf. la liste détaillée, annexe I). Ils sont présentés par régions et par provinces.

**Tableau 3.6 : localisation des sites et monuments classés**

Ville	Province	Nombre
Casablanca	Wilaya Casablanca	2
Tanger	Wilaya de Tanger	26
Settat	Province de Settat	6
Errachidia	Province d'Errachidiya	1
Beni Mellal	Province de Beni Mellal	6
Fès	Wilaya de Fès	35
Rabat	Wilaya de Rabat	20
Taounate	Province de Taounate	2
Tata	Province de Tata	2
Marrakech	Wilaya de Marrakech	34
Taroudanat	Province de Taroudant	2
Eljadida	Province d'El Jadida	17
Sidi kacem	Province de Sidi Kacem	3
El-Kalaa des – Sraghna	Province d'El Kalaa-des-Sraghna	2

Agadir	Wilaya d'Agadir	6
Meknès	Wilaya de Meknès	35
Ifran et Azrou	Province d'Ifran et Azrou	8
Khenifra	Province de Khenifra	4
Taza	Province de Taza	5
		= 216

Source Ministère de la Culture

Le classement des sites et monuments n'étant pas achevé, il n'est pas possible d'interpréter ce tableau.

Une grande partie de ces monuments historiques reçoit des visiteurs marocains et étrangers quantifiés dans le tableau suivant :

**Tableau 3.7 (a) : la fréquentation des monuments historiques**

Années	2006	2007	2008	2008	2009 (jusqu'en juin)	2010	2011
	Réalisations	Réalisations	Prévisions	Réalisations	Réalisations	Prévisions	Prévisions
Nombre de visiteurs	1.200.611	3.469.160		1.445.400	685.898 (juin)	1.500.000	1.500.000

Source : Ministère de la Culture

La fréquentation des sites historiques est importante, du moins comparée à celle des musées. Le tableau suivant indique un pic de fréquentation, observé en 2007, qui culmine à presque 3,5 millions de visiteurs. Ce chiffre, comparé aux autres années, démontre que la demande est extensible. Les monuments historiques connaissent une affluence significative. Les plus attractifs sont à Marrakech : c'est le Palais El Bahia et les Tombeaux des Saadiens (respectivement 330 600 et 420 550 visiteurs en 2006) comme l'indique le tableau suivant.

**Tableau 3.7 (b) : La fréquentation des monuments historiques**

Nom du site ou monument	Ville	province	Visiteurs 2006
Tombeaux Saadiens	Marrakech	Marrakech	330 600
Palais El Bahia	Marrakech	-	420 550
Palais El Badii	Marrakech	-	83 100
Pavillon Menara	Marrakech	-	13 800
Dar El Glaoui	Marrakech		0
Medersa Attarine	Fès	Fès	8450
Medersa Bouanania	Fès	„	1300
Medersa Sahrij	Fès	„	14 450
Medersa Charatine	Fès	„	1350
Medersa Bouanania	Salé	„	2150
Citerne portugaise	El Jadida	EJadida	42 887
Hri Souani	Meknès	Meknès	46 550
Koubat soufaraâ	Meknès	„	2800
Medersa Bouanania	Meknès	„	2300
Borj Bel Kari	Meknès	„	100
Skala du port	Essaouira	Essaouira	6170
Château de mer	Safi	Safi	1628
Cathédrale portugaise	Safi	Safi	230
Medersa des arts et métiers	Tetouan		828
Site de kasbah	Chefchaouen		7301
Volubilis	Moulay Idriss	Meknès	179567
Chella	Rabat	„	41900
Banasa	Kénitra		0
Thamusida	Kénitra		0
Lixus	Larrache		0
Tamuda	Tetouan		0
Carrière sidi Abderahman	Casablanca		0
El Basra	Kenitra		0
Sijelmassa	Errachidia		0

Source : Ministère de la Culture

Actuellement seuls les sites de Volubilis et Chellah sont ouverts au public et disposent d'une infrastructure d'accueil. Ce sont les deux sites qui disposent aussi d'une conservation, avec un personnel scientifique et technique. On doit ajouter les sites du Gharb qui ont vu la création d'une conservation regroupant Thamusida et Banasa.

Au niveau de la fréquentation des sites, Volubilis est classé troisième en termes d'affluence en 2006. Pourtant la mise en valeur de ce site est assez problématique :

- ✓ absence de désherbage régulier notamment par manque de moyens humains et matériels : un conservateur et 8 ouvriers au total ;
- ✓ La signalétique au sein des deux sites est inexistante (les panneaux en plastique à Chellah et d'autres en métal à Volubilis ont disparu) ;
- ✓ Absence de communication et de promotion (pas de publication et de livres de vulgarisation, de brochures, de cartes postales ; les produits dérivés sont inexistants).

## II- Volubilis et la région de Zerhoun, patrimoine mondial au service du tourisme culturel

Cette région se caractérise par un PC tangible (Volubilis) et intangible, dont les moussem qui sont cités pour mémoire.

### II.1. Le site de Volubilis.

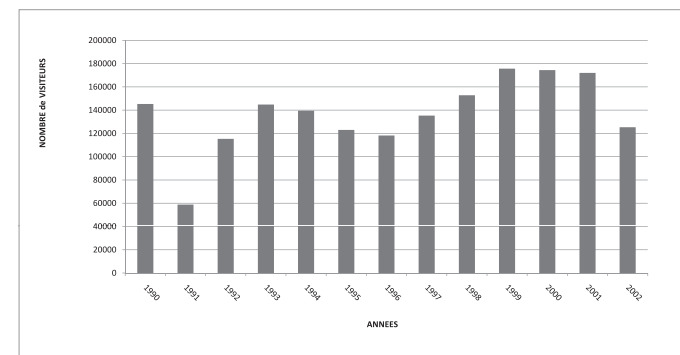
Les statistiques recueillies auprès de la conservation du site archéologique de Volubilis semblent indiquer une progression jusqu'en 1992 où le nombre de touristes a atteint 145.341 marquant une croissance considérable au cours des années 90. En 1991, le volume des visiteurs a chuté pour se fixer à 56.904. Une chute de deux tiers par rapport à 1990 qui témoigne des effets négatifs de la crise du Golfe.

Par la suite, la courbe a suivi une évolution en dents de scie. Ce n'est qu'à partir du 1996 que la courbe a repris une ascension régulière. Le site reçoit un flux grandissant de touristes - de 118.198 visiteurs en 1996 à 175.663 en 1999<sup>2</sup>.

**Tableau et graphique 3.8 : nombre de visiteurs de 1990 à 2002**

annee	nombre de visiteurs
1990	145 341
1991	58 859
1992	115 318
1993	144 864
1994	139 570
1995	123 051
1996	118 198
1997	135 320
1998	152 783
1999	175 663
2000	174 446
2001	172 041
2002	125 350
<b>TOTAL</b>	<b>1 780 804</b>

Source : Ministère de la Culture



Quant à la structure du flux touristique, elle demeure marquée par la prépondérance des visiteurs d'Europe occidentale qui représentent plus de 75 % du nombre total de touristes. Ces visiteurs se classent comme suit : italiens, français, allemands, espagnols, belges, anglais.

Cependant, ces dernières années, Volubilis a commencé à recevoir un nombre relativement important de japonais, chinois et américains.

S'agissant des visiteurs nationaux, ils représentent un pourcentage qui ne dépasse guère 15 % de l'ensemble des visiteurs.

<b>1993</b>	<b>10,6 %</b>
<b>1994</b>	<b>10,8 %</b>
<b>1995</b>	<b>14,6 %</b>
<b>1996</b>	<b>14,9 %</b>

Notons, toutefois, que l'entrée est gratuite pour les nationaux chaque vendredi et lors des fêtes religieuses et nationales.

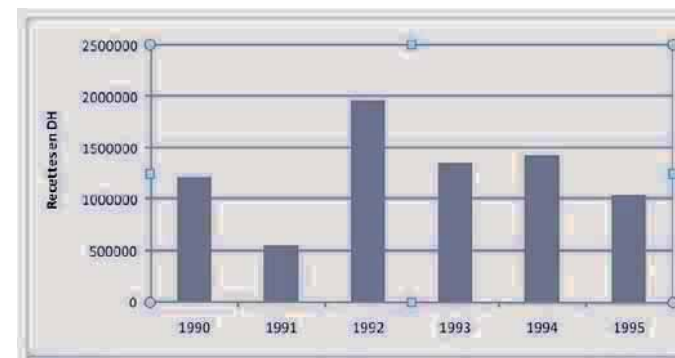
Les implications de ces flux de visiteurs ont des retombées positives sur l'économie locale et régionale, mais aussi négatives sur l'équilibre spatial et le milieu culturel et naturel.

## II.2 - les retombées du site sur les villages voisins et sur Moulay Idriss

### II.1.1 - Les retombées socio-économiques

Volubilis constitue une source de développement socio-économique significative pour la région. En effet, c'est un site où les visites sont payantes. Il représente des droits de près de 200 000 visiteurs par an partagés équitablement entre le Fond national d'action culturelle (F.N.A.C) dépendant du Ministère de la Culture et la Commune rurale de Walili.

Tableaux	Recettes
Années	Les recettes en MAD
<b>1990</b>	<b>1.218.119</b>
<b>1991</b>	<b>549.699</b>
<b>1992</b>	<b>1.967.225</b>
<b>1993</b>	<b>1.357.366</b>
<b>1994</b>	<b>1.426.299</b>
<b>1995</b>	<b>1.034.468</b>



Il est unanimement admis que l'industrie touristique constitue une source importante d'approvisionnement en devises. A Volubilis, le montant des recettes touristiques est appréciable. Bien qu'ayant baissé en 1991 – crise du Golfe - (549.789 MAD), le montant des recettes a grimpé de 1.043.025 MAD en 1995 à 1.720.590 en 1999 (dernières statistiques dont nous disposons).

Ce site a un impact en termes économiques puisque plusieurs activités ont été créées sur le site :

- ✓ un café restaurant, une boutique d'artisanat local et de vente de cartes postales, et un bureau de poste.
- ✓ En 1994 un hôtel moderne, le Volubilis Inn, a vu le jour à 400m du site. Cet hôtel permet d'avoir une vue panoramique sur le paysage culturel et naturel qu'offre le site ; l'économie locale y trouve ainsi son compte<sup>17</sup>.
- ✓ Réseau de guides, accompagnateurs...

<sup>17</sup> L'hôtel en question est fermé depuis 2002 suite à un litige syndical entre l'administration et les employés de l'hôtel. Il semblerait qu'il ouvrira ses portes de nouveau très prochainement.

### II.1.2 - Les moussem et festivals organisés dans la région

Deux moussem sont recensés dans la région, ceux de Moulay Idriss et de Sidi Ali ben Hamdouch

Le site de Volubilis abritait, chaque année jusqu'en 2007, un des concerts du festival des musiques sacrées de Fès. La manifestation culturelle se déroulait souvent vers la fin de l'après midi. Cette animation prenait place devant l'arc de triomphe où la scène et les sièges étaient placés.

Enfin, le festival de Volubilis, organisé par le Ministère de la Culture dans le cadre de l'animation du site et de la région, a des retombées culturelles et économiques tant sur le plan local et régional que sur le plan national.

### Conclusion

Le site de Volubilis est une destination touristique bien spécifique. Il est connu à l'étranger. Cependant, si Volubilis constitue un véritable pôle de tourisme avec un produit spécifique, il a malgré tout du mal à s'imposer.

La création d'une Agence nationale des monuments historiques sera l'outil national qui proposera une stratégie ciblée tant au niveau patrimonial qu'au niveau de la conservation et de la restauration, ainsi que de la mise en valeur des sites et des monuments historiques.

**Matrice n° 3 : SWOT analyse pour le Site de Volubilis**

Forces	Faiblesses
Caractéristiques uniques du site Grande attractivité	Manque de personnel Site peu mis en valeur Absence de budget
Opportunités	Menaces – Risques
Vision 2010 Présence de PC tangible et intangible dans la région	Absence de stratégie culturelle pour les sites

## CHAPITRE 4

### L'artisanat :

#### Une stratégie offensive pour un secteur globalement en crise

Quelle est la problématique de l'artisanat ? Il est nécessaire de clarifier certains concepts et définitions avant d'aborder le diagnostic économique de ce secteur. A-t-il un potentiel de développement économique ou au contraire, est-il un secteur de survie ? Quel est le statut théorique de cette forme de production ? Quels sont les enjeux soulevés par cette question ? Quelle est la relation entre l'artisanat et le PC&IC ? Tous ces aspects seront abordés brièvement avant de présenter le diagnostic économique de ce secteur, principalement dans sa composante à Fort Contenu Culturel (FCC). Quel est l'emploi généré, le chiffre d'affaires, l'état de la demande locale et les exportations ? Quel est le statut de la femme artisanne ? Est-ce que l'artisanat ne doit être appréhendé que dans sa forme « traditionnelle » ? Que peut-on dire des tentatives, faites par des femmes notamment, pour sortir l'artisanat du moule traditionnel tout en restant « maroco-marocain » selon l'expression d'une *designer*<sup>18</sup> ?

#### Problématique de l'artisanat : définitions théoriques et réglementaires

L'artisanat fait-il partie du PC&IC ? Qu'est-ce qu'un artisan ? Ce sont des questions théoriques mais aussi pratiques.

Très brièvement, d'un point de vue théorique, sous l'angle économique, l'artisanat est un mode de production marchand (puisqu'il vend et achète des produits et des services). C'est un système qui obéit totalement à la logique capitaliste (caractérisée par la mécanisation, l'innovation, la production en série, et l'accumulation élargie en vue d'un profit à maximiser). Des réflexions poussées ont essayé d'identifier le

<sup>18</sup> El Gadi Fadila, styliste, entretien, 24/05/09